



Aide humanitaire
et Protection civile

croix-rouge française
PARTOUT OÙ VOUS AVEZ BESOIN DE NOUS



RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES POPULATIONS ET DES INSTITUTIONS LOCALES FACE AUX RISQUES DE CATASTROPHES DANS LES DEPARTEMENTS DU DIAMARE ET DU LOGONE ET CHARI

PLAN D'ORGANISATION DES SECOURS DU DEPARTEMENT DU LOGONE ET CHARI /REGION DE L'EXTREME-NORD

FICHE DE SUIVI DES MISES A JOUR DU PLAN ORSEC *Kousseri, 7-8 juin 2022*
DU LOGONE ET CHARI

EDITION	DATE	OBJET DE LA MISE A JOUR	PAGES/ Livres	LOCALITES	OBSERVATIONS
1.0	Nov. 2015	Elaboration du Plan ORSEC du Département du Logone et Chari	Tout le document	Tout le Département	RAS
2.0	Juin 2022	Révision : -Analyse des risques ; -Analyse des moyens humains, matériels et logistiques ; -Organisation des secours	Livre 2 Livre 3 Livre 4	Tout le Département	
<p>Visa du Président du Comité de Crise</p>					

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les Plans d'Organisation de Secours (Plans ORSEC) sont des outils d'aide à la décision mis en place sous la coordination du Préfet, dont l'objectif est de planifier au niveau départemental, la prévention et la gestion des risques et des catastrophes d'origine naturelle, anthropique, sociale ou sanitaire. Depuis plusieurs années, l'élaboration de ces importants documents s'est inscrite au rang des activités névralgiques du Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT), en matière de protection civile. Cet engagement s'est traduit par la mise en place au MINAT du programme 163 intitulé : « **Développement du dispositif national de protection civile** », dont le principal indicateur est : « **nombre de Départements disposant d'un Plan ORSEC** ».

C'est dans cette dynamique qu'à ce jour, 21 Départements ont été dotés de Plans ORSEC, au rang desquels le Département du Logone et Chari. Ce Plan, fruit de la coopération entre le MINAT et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) dans le cadre du Programme « Amélioration de la Résilience des Populations face aux Effets du Changement Climatique » (REPECC), a été élaboré en 2015. Il avait pour objectif de doter les autorités dudit Département de capacités nécessaires pour prévenir et gérer les risques de catastrophes liés entre autres aux changements climatiques et à leurs effets.

Au regard des nombreuses mutations observées sur le plan humanitaire dans le Département, avec la résurgence des conflits intercommunautaires et d'autres urgences à l'origine de migrations mixtes et la persistance des phénomènes climatiques, une révision de ce plan a été envisagée. Cette activité a bénéficié de l'accompagnement de la Sous-délégation de la Croix-Rouge Française (CRF) à Kousséri, dans le cadre du projet « **Renforcement de la Résilience des Populations et des institutions locales face aux Risques de Catastrophes dans les Départements du Diamaré et du Logone et Chari** », sous financement du guichet DIPECHO de l'Union Européenne.

Le processus de révision qui a été conduit au cours d'un atelier organisé à KOusséri du 7 au 8 juin 2022, visait l'actualisation des données contenues dans les livres 2, 3 et 4 relatifs respectivement à l'analyse des risques, des moyens humains et matériels de réponse disponibles, ainsi qu'à l'organisation des interventions. Cet important atelier a connu la participation d'une cinquantaine de personnes : autorités administratives et municipales, responsables des services déconcentrés, Forces de Défense et de Sécurité, Organisations de la Société Civiles et organisations humanitaires ; dont l'implication active a permis de mettre à jour certaines données importantes du Plan ORSEC du Département du Logone et Chari.

Le Département du Logone et Chari comprend 10 Communes, toutes exposées à des degrés à plusieurs aléas. Ces Communes sont également potentiellement vulnérables aux

impacts ou risques qui en découlent, à la mesure de leur sensibilité, de la capacité à répondre ou de l'inadaptation. Les risques identifiés sont de plusieurs types.

⇒ les risques d'origine naturelle à savoir :

- les sécheresses ;
- les inondations ;
- les Pachydermes ;
- les oiseaux granivores, les acridiens et les chenilles défoliatrices ;
- la jacinthe d'eau ;
- les vents violents

⇒ les risques d'origine humaine

- Accidents de circulation routière, fluviale et lacustre ;
- Incendies.

Enfin, il convient de préciser que dans le cadre de cette révision, les données complémentaires ont été ajoutés dans les tableaux relatifs à l'analyse des risques d'une part et ceux présentant le répertoire des moyens, à partir de l'année 2015 ; date de l'élaboration du document ./-

PARTIE I : Risques présents, passés et potentiels dans le Département du Logone et Chari

- I. Risques d'origine naturelle**
- II. Risques technologiques et sociaux**
- III. Risques sanitaires**

Plusieurs risques passés, présents et/ou potentiels ont été identifiés dans le Département du Logone et Chari, à travers la collecte des données dans différentes structures, les observations directes et les échanges avec les acteurs. Il s'agit entre autres de la sécheresse, des inondations, des conflits hommes-animaux (éléphants, hippopotames et dromadaires), de l'invasion des oiseaux granivores, des acridiens et des chenilles défoliatrices, de la jacinthe d'eau, des vents violents, des Accidents de la Voie Publique, des accidents de la circulation fluviale et lacustres et des incendies. D'autres risques tels que la rougeole, le paludisme, le Covid-19, la peste porcine et la grippe aviaire.

L'occurrence de ces risques est fonction des communes, des prédispositions ou autres facteurs de vulnérabilité qui ont été présentés dans le Livre I de la version 1.0 de ce Plan ORSEC. Les informations issues de la recherche documentaire et de la collecte effectuée dans les différentes structures en 2015 ont été confrontées aux connaissances et vécus des acteurs et actualisées lors de l'atelier de révision de 2022. Les données actualisées sont contenues dans les tableaux suivants :

I. RISQUES D'ORIGINE NATURELLE DANS LE DEPARTEMENT DU LOGONE ET CHARI

Tableau 1. Recensement des événements d'origine naturelle

Date	Risques	Localisation	Impact humain	Impact matériel
Sécheresse				
1901-04	Sècheresse climatique, hydrologique et socio-économique	Cameroun		Pertes cumulées estimées à 2,56 millions d'euros
1913-14		Cameroun		
1971		Cameroun (CRED	400000	
1972-73		Cameroun	10000 (Darak)	
1982-83		Cameroun	100000 (Kousseri)	
1990		Extrême Nord et Nord	186900	
2004		Logone-et-Chari		17000 t de déficit
2009	Poches de sécheresse	Logone-et-Chari		7772 ha en moins, soit un déficit de 11600 t de maïs, sorgho, mil et niébé
2011		Logone-et-Chari		Baisse à 50% de superficie semée en sorgho
2013				
2018	Poches de sécheresse	Fotokol, hile alifa, darak, makary, blangoua	Pertes humaines ; Fracture sociale ; Migrations/déplacements forcés ; Conflits intercommunautaires liés aux ressources ; Crise alimentaire	Déficit de production de 19 540 tonnes
2019-2022		Fotokol, hile alifa, darak, makary, goulfey, blangoua, kousseri		Baisse de production en dessous de 30% : Déficit de production de 145 174 tonnes entre 2018 et 2021, 75 ha touchés en 2021 ; Feux de forêt ; Dégradation des forêts et des terres, Invasion d'insectes ; Pertes des fonctions écosystémiques, Pénurie d'eau ;
2015-2022	Sècheresse climatique, hydrologique et socio-économique	Tout le Département		

				Réduction des surfaces de pâturages ; Mortalités du bétail et de la faune sauvage
Inondations (pluies diluviennes et débordement des eaux du Logone et des lacs) tornades, foudre.				
1958		Kousseri	20000 personnes exposées	
1961		Kousseri		
1963		Kousseri		
1966-69		Kousseri		
1973		Darak		
1984		Darak, Kousseri		
1988		Kousseri	100000	
1994		Logone-et-Chari	6 morts, 400 déplacés	11415,7 km² inondés
1997		Logone-et-Chari		1660 km²
2012-2013		Darak, Blangoua, Goulfey, Kousseri, Logone Biri, Waza, Zina,	21316 élèves et 176 enseignants	1553 T de céréales, 70 écoles
2015-2022	Inondation	Tout le Département	Pertes en vies humaines ; Déplacement massif des populations	Destruction des hectares ; Dégradation des pâturages ; Destructions des habitations, des routes et des ouvrages de franchissement ;
Invasions de pachydermes/ conflits hommes animaux				
1964		Waza		Destruction des cultures
1944		Waza		
1950		Waza		
2003		Goulfey, Kala Kafra, Zigue, Khakoussam, Yoldeo, Kolara		34,2 ha de cultures
2004		Fadje, Kala Kafra, Zigue, Ndiguina, Khakoussam, Yoldeo, Kolara		9 ha de cultures
2005		Fadje, Ndiguina, Zigue, Yoldeo, Kolara		7,65 ha de cultures
2014	Dromadaires	Logone Birni (Bourgouma, Kidam, Logone Birni)		5 ha légumes et 1 ha d'oignons
2009-2022	Eléphants	Waza, Logone Birni goulfey makary		
2014-2022	Eléphants	Logone Birni, Goulfey makary		Plus de 30 ha et 40 manguiers
2014-2022	Hippopotames	Hile-Alifa, Blangoua Goulfey, Darak		
Oiseaux granivores, acridiens et les chenilles défoliatrices : Logone-Birni, Zina, Waza, période Juin, juillet et novembre, fréquence quinquennale voire annuelle				

1987	Acridien	Darak		Sorgho pluvial (acridiens)
1998		Darak		
2009	Oiseaux	Logone-et-Chari		Sorgho saison sèche (quela queda)
2014	Acridiens	Hile-Alifa, Goulfey, Zina, Logone Birni (Madiako, Hinalé)		
2014	Oiseaux	Waza, Logone Birni (Hinale, Zimado), Makari, Kousseri		Sorgho saison sèche
2015-2022	Oiseaux granivores	Waza, Makary, Kousseri, Logone-Birni, Zina	Crise alimentaire ; Déplacement de personnes	2500 ha touchés ; 1250 détruits.
Jacinthe d'eau : 6 Communes, période octobre-novembre pour 4 et en permanence pour 2 des 6				
		Blangoua, Darak,		Baisse de l'activité halieutique
		Hilé-Alifa, Waza, Logone-Birni, Zina		
2015-2022		Blangoua, darak, hilé alifa		Baisse de l'activité halieutique Diminution de la surface du bassin versant du Lac-Tchad
Vents violents				
2015-2022	Vents violents	Tout le Département	Pertes en vies humaines ; 48 élèves affectés	Destruction des édifices publics, maisons d'habitations et du couvert végétal : Toitures de 3 salles de classe du CES emportée dans les Arrondissements Hile-Alifa, Kousseri et Makary.
2015		Zina (Mazera)	49 élèves	Toiture de l'unique bâtiment du CES emportée
2015		Logone Birni (Zimado)		Toiture du bâtiment de 2 salles emportée
		Kousseri (Amchedire)		1 bâtiment de 2 salles
Eboulements entre juillet et septembre ; détachement et roulis de rochers sur les hauts reliefs				
2018-2021	Détachement des roulis	Goulfey, Makary, Waza	Pertes en vies humaines	Destruction des habitations, des cultures et du bétail

II. RISQUES D'ORIGINE HUMAINE DANS LE DEPARTEMENT DU LOGONE ET CHARI

Dans le prolongement de la collecte des données effectuée en 2015, il ressort que les Communes du département du Logone et Chari restent sujettes aux accidents de la voie publique (circulation routière, fluviale et lacustre), aux incendies, aux feux de brousse, à la déforestation et aux conflits sociaux et sécuritaires.

Tableau 2 : Risques d'origine humaine

N°	Risques	Localisation	Impact humain	Impact matériel
1 Accidents de la Voie Publique (circulation routière, fluviale et lacustre) : axe routiers Maroua-Kousseri et Kousseri-Fotokol en saison des pluies (juillet-septembre) ; sur le Serbewel, Chari, Logone, El Beid et le Lac-Tchad, période Aout – octobre				
2012	102 Accidents routiers	Logone-et-Chari	15 morts, 27 blessés	60
2013	82 Accidents routiers	Logone-et-Chari	16 morts, 51	18
2014	84 Accidents routiers	Logone-et-Chari	25 morts, 55	29
2015*	45 Accidents routiers	Logone-et-Chari	3 morts, 15 blessés	27
2015	Accident routier	Entre Tilde et Dabanga		2000 camions bloqués
2015-2022	Accidents routiers	Tout le Département	Pertes en vies humaine Blessés	Dégâts matériels
2015	Accident de circulation fluviale ou lacustre	Logone, Lac Tchad	25 noyades	Pertes des embarcations
2015-202			Pertes en vies humaines	
* au premier semestre				
Incendies dans tout le Département pendant toute l'année				
2015	Incendies liés à : -qualité du matériau, -branchements anarchiques, -utilisation du bois de chauffe, -stockage et manipulation du carburant frelaté.	Kousseri (marché)		35 boutiques
2015-2022		Tout le Département	Pertes en vies humaines, blessures graves	Destruction des habitations et des infrastructures
Feux de brousse : Dans tout le Département, période de janvier-février, pendant toute l'année				
2015-2022	Feux de brousse	Tout le Département spécialement dans les Département de Logone birni, waza, zina		Dégradation des pâturages et du couvert végétal
Déforestation : Logone-Birni, Zina, Hilé-Alifa, Waza, Blangoua, Makary, Fotokol, pendant toute l'année				
2021	Déforestation	Tout le département	18 personnes déferées	1840 ha de forêts détruits
2022		Logone birni, waza, goulfey, makary	29 personnes déferées	610 ha
Risques sociaux et sécuritaire, dans tout le Département de manière Permanente				
1992	Violence inter-ethnique	Villages arabe et kotoko		
2005	Violence inter-ethnique	Zina	5 morts, 60 blésés	Maisons incendiées
2007	Violence interethnique	Waza	17 morts, blessés	Villages détruits
2008	Bombardement tchadien	Kousseri	1 mort, 18 blessés, nombreux déplacés	

2013	Attaque Boko Haram	Kousseri	2 morts	
2014	Explosifs sur la route	Fotokol-Kousseri	1 mort	
2015	Explosifs sur la route		10	
2014	Terrorisme de Boko Haram et riposte des Forces Armées	Fotokol,	417 morts, des milliers déplacés	Nombreux dégâts matériels
		Kousseri	2 morts, 2 blessés	
		Goulfey	3 arrestations	
		Waza, Zizague-Waza	15 morts, 14 otages, 4 blessés	Véhicules et champs détruits
		Zina	1 blessé, prisonniers élargis,	armes volées
		Koubougué	5 morts	
		Ngouma	7 morts, 25 arrestations, saisie armes	
		Blangoua	1 arrestation, saisie d'armes	
2015		Gnam-Gnam	3 morts	Villages incendiés
		Fotokol	553-558 morts, 529 blessés	
		Waza	91 morts	
		Dabanga	7 morts, des otages et blessés	Véhicules saccagés
		Blame	12 morts, 20 blessés	Maisons incendiées
		Bodo	3-24 morts, arrestations	Maisons incendiées
		Kousseri	1 mort	
		Kamouna	20 morts	
		Kaforam		Occupé temporairement
Depuis 2014		Fotokol, Hile-Alifa, Makari, Waza, Darak	13000 apprenants et 130 enseignants sinistrés	Ecoles (50), lycée (1) fermés
2014	Litiges agropastoraux	19 dans le Logone-et-Chari dont 6 à Makari, Kousseri		
2015-2022	Conflits intercommunautaires	Kousseri, Logone-Birni, Zina		
2015-2022	Bagarres rangées	Tout le Département		
Conflits fonciers : tout le Département de manière permanente				
1998	Litige foncier	Zina (Galami-Patmangaï)		
1998	Propriété mare de pêche	Zina (Patmangaï)		

2000	Propriété mare de pêche	Zina (Davang)		
2007	Litige de pêche	Waza	17 blessés	3 villages saccagés
2014	Dispute foncière entre groupes ethniques	Kousseri	1 mort, des blessés	
2015	Conflit foncier	Kousseri (Périmètre SEMRY, Ngueli)		
2015-2022	Conflit de conquête et de conservation du commandement traditionnel	Logone et Chari	Morts et des blessés destructions de biens pillages et vols déplacements internes et externes	destructions de biens pillages et vols
2015-2022	Emeutes (sentiment anti français, crise énergétique, inflation généralisée, vie chère, dégradation du standard de vie)	Logone et Chari	Morts et des blessés	
		Kousseri Waza		
		Logone et chari		

III. RISQUES D'ORIGINE SANITAIRE DANS LE DEPARTEMENT DE LOGONE-CHARI

La survenue de l'épidémie à Corona Virus en 2020 au Cameroun n'a pas épargné le Département du Logone et Chari, qui a vu les risques sanitaires auxquels il était soumis augmenter de manière considérable. Au rang des risques sanitaires identifiés figurent le choléra, la méningite, le paludisme et les épizooties telles que la grippe aviaire et la peste porcine.

Tableau 3 : Risques sanitaires

Date	Risques	Localisation	Nombre de cas	Nombre de décès
Cholera (Tout le département, Mai- Novembre, fréquence annuelle)				
1971	Cholera	Darak, Kousseri		
1975		Darak,		
1980		Darak,		
1995		Darak,		
1996		Darak, Kousseri		
1998		Darak, Kousseri		
2000		Darak,		
2001		Darak, Kousseri		
2004		Darak, Kousseri		
2005		Logone-et-Chari (tous les Districts de santé : Goulfey, Kousseri, Mada, Makary)	636 personnes	54 décès
2006		Darak,		
2009		Logone-et-Chari (3 Districts de santé : Kousseri, Mada, Makary)	131 personnes	6 décès
2011		Logone-et-Chari (tous les Districts de santé : Goulfey, Kousseri, Mada, Makary)	1257 personnes	60 décès
2015-2022	cholera	Ttous les Districts de santé : Goulfey, Kousseri,		Pertes en vies

		Mada, Makary, Fotokol) Waza		humaines
Méningite				
1988	Méningite	Cameroun	340 personnes	39 morts
1989	Méningite		550 personnes	100 morts
1992	Méningite	Extrême Nord	7865 affectées	955 ou 731 selon la source
1993	Méningite	Extrême Nord et Nord	4070 affectées	513 décès
1997	Méningite	Extrême Nord	702 affectées	124 décès
1999	Méningite	Extrême-Nord	1152 affectées	92 décès
2000	Méningite	Extrême Nord	771 affectées	86 décès
2007		Logone-et-Chari (3 Districts de santé : Kousseri, Mada, Makary)	2 personnes	1 décès
2009		Logone-et-Chari (3 Districts de santé : Goulfey, Kousseri, Mada)	29 personnes	5 morts
2010		Logone-et-Chari (3 Districts de santé : Goulfey, Kousseri, Mada)	13 personnes	1 décès
2011		Logone-et-Chari (3 Districts de santé : Kousseri, Mada, Makary)	4 personnes	1 décès
2020-2022	Rougeole , maladies cutanées la polio variole Paludisme COVID-19	Logone-et-Chari (tous les Districts de santé : Goulfey, Kousseri, Mada, Makary, Fotokol)		
Epizooties porcine : Kousseri, Zina, Logone-Birni, période juin-août de façon permanente				
2010		Kousseri	Indéterminé	RAS
2015-2022	Peste porcine			
Epizooties bovines : Makary, Blangoua, Darak, Hilé-Alifa, Fotokol, Waza, Zina, Logone-Birni, période juin-août, de façon permanente				
2012		Blangoua, Waza,		
2015-2022	Epizooties bovines	Tout le Département		

CONCLUSION

De manière générale, la plupart des risques s'étendent sur l'ensemble du Département, exceptés quelques-uns tels que les conflits homme-animaux et autres invasions. Ainsi, la gestion des risques doit être basée sur les mesures identiques d'un point à l'autre et il faut semble-t-il, commencer partout au même moment.

Les cartes réalisées selon les informations collectées en 2015, dégagent clairement la répartition spatiale de chaque risque selon le niveau de vulnérabilité (faible, moyen, élevé, très élevé) de manière à faciliter le pré-positionnement et le déploiement des moyens de gestion active des risques. Ceci est beaucoup plus difficile pour certaines catégories de risques.

Après cette identification des risques dans le Département du Logone et Chari, il convient d'inventorier l'ensemble des moyens humains, matériels et logistiques disponibles dans chaque commune, pour y faire face en cas de crise ou de sinistre. Cet inventaire fait l'objet du livre suivant.

**PARTIE II : Moyens humains, matériels et
logistiques de réponse dans le Département
du LOGONE ET CHARI**

I. MOYENS HUMAINS, MATERIELS ET LOGISTIQUES DE REPONSE

A. Aspects relatifs à la veille, la vigilance et l'alerte : communauté et relais institutionnel

La veille, la vigilance et l'alerte sont assurées par des unités de commandement réparties par arrondissement et par commune (Tab.2). Chaque unité de commandement comprend une sous-préfecture, une mairie, des forces de défense et de sécurité, les services de santé et des services déconcentrés. Les dix (10) Arrondissements que sont Blangoua, Darak, Fotokol, Goulfey, Hilé-Alifa, Kousséri, Logone-Birni, Waza, Zina, Makary sont dans l'ensemble organisés en Cantons et en Chefferies de 1^{er}, 2^e et 3^e degrés, inégalement réparties (Tab.4).

Tableau 4 : Répartition administrative des unités de commandement traditionnel

Circonscriptions administratives	Population	Cantons	Chefferie de 1 ^e degré	Chefferie de 2 ^e degré	Chefferie de 3 ^e degré	Total chefferies
Blangoua	75 000	Goulfey	00	01	99	100
Darak	50 000	Amchilga	00	00	80	80
Fotokol		Achilga				
		Kokio				
		Makary				
		Ngardougoum				
		Waro 1				
		Waro 2				
Goulfey		Woromari				
		Amfara				
		Banisset				
		Garagaya				
		Goulfey				
		Nimia	01	02	200+	203
Hilé-Alifa	30 000 hbts	Salamat				
		Takoulwoube				
Kousséri	200 000				89	89
		KOUSSÉRI	01			
		Amchidire		01		
		Guebala		01		
		Ndjagare		01		
Logone-Birni		TOTAL	01	03	63	67
		El Birke				
		Hinale				
		Kala-Kafra				
		Madiako				
Waza	50000	Waza	0	2	312	315
Zina	32000	Lahai	0	1	53	54
		Mazera	0	1	109	110

Circonscriptions administratives	Population	Cantons	Chefferie de 1 ^e degré	Chefferie de 2 ^e degré	Chefferie de 3 ^e degré	Total chefferies
		Ngodeni				
Makary	250000	Aboudangala	00	1		
		Aboukous		1		
		Afade		1		
		Amchilga		1		
		Bodo		1		
		Gueilala		1		
		Hedre		1		
		Kokio		1		
		Makary		1		
		Naira		1		
		Ngame		1		
		Ngaiwa		1		
		Ngardougoum		1		
		Sagme		1		
		Waro		1		
		Woulky		1		
		TOTAL	00	16	659	676

Source : Fichier de la Préfecture LC

B. Moyens de maintien de l'ordre et de secours

Le maintien de l'ordre et l'organisation des secours sont assurés par les Commissariats de Sécurité Publique et Spéciaux, les Compagnies de Gendarmerie, les Brigades de Gendarmerie, les Postes Frontières, les Postes Forestiers, les différents Corps d'Armée et les Comités de la Croix-Rouge (Tab 5).

Tableau 5 : Répartition des moyens de maintien de l'ordre et des secours

TYPES	Nombre de personnes	Site / Service / Entreprise	TYPES	Nombre de personnes	Site / Service / Entreprise
Commissariat de Sécurité Publique		Darak	Commissariat Spécial du Logone et Chari	12	Maltam
		Blangoua		09	Waza
		Logone-Birni		04	Logone-Birni
		Fotokol		14	Kousséri
	3	Goulfey		10	Makary
		Hilé-Alifa		03	Hilé-Alifa
	1 Ciat Central 3 Ciat Arr, ESIR Sections Cynophile et Fluviale, PFSN	Kousséri			Kousséri
		Makary			Makary
		Waza			Waza

TYPES	Nombre de personnes	Site / Service / Entreprise	TYPES	Nombre de personnes	Site / Service / Entreprise
		Zina			Zina
Ciat Surv. Terr		Kousséri	Sect DGRE		Kousséri
Légion de gendarmerie		Kousséri	BIR		Logone et Chari
Compagnies de gendarmerie		Kousséri	Prison principale		Kousséri
		Makary	BIM		Maltam
		Waza	BCS/BRIM		Kousséri
Escadron de gendarmerie avec 04 pelotons (02 Ksri, 01 Makary, 01 Blangoua)		Kousséri	CNSP	43	Kousséri
16 Brigades de gendarmerie		Darak	Poste forestier	1	Darak
		Blangoua		1	Blangoua
		Logone-Birni		1	Logone-Birni
		Fotokol		1	Fotokol
		Goulfey		2	Goulfey
		Hilé-Alifa		1	Hilé-Alifa
		Kousséri 03		2	Kousséri
		Makary		1	Makary
		Waza		2	Waza
		Zina		2	Zina
		Sagmé			
		zigagué			
		Dabanga	Parcs et réserves	08	Kalamaloué
		Afade		29	Waza
Poste frontière (03 check point)		Kousséri (Ngueli)	EMERGENCE		Blangoua
Croix-Rouge		Darak			
	10	Blangoua			
	20	Logone-Birni			
	10	Fotokol			
	20	Goulfey			
		Hilé-Alifa			
	60	Kousséri			
	30	Makary			
	12	Waza			
		Zina			

C. Moyens humains des services techniques

Les services techniques sont les démembrements du MINEPIA, MINADER, MINPROFF, MINAS, MINEE, MINEPAT, MINFI, MINTRANS, MINH DU, MINDCAF, MINJEC, MINEPDED, MINEDUB, MINESEC, etc. Les personnels susceptibles de mobilisation se répartissent comme suit.

Tableau VII.1.Ressources humaines des services techniques

Types	Nombre de Personnes	Site / service / entreprise	Types	Nombre de Personnes	Site / service / entreprise
Encadrement de l'élevage et pêche	04	Darak	Encadrement agricole	03	Darak
	08	Blangoua		04	Blangoua
	06	Logone-Birni		05	Logone-Birni
	06	Fotokol		03	Fotokol
	04	Goulfey		02	Goulfey
	07	Hilé-Alifa		02	Hilé-Alifa
	18	Kousséri		15	Kousséri
	11	Makary		05	Makary
	05	Waza		03	Waza
	05	Zina		02	Zina
Encadre-ment scolaire primaire	35	Darak	Encadrement scolaire secondaire		Darak
	47	Blangoua			Blangoua
	104	Logone-Birni			Logone-Birni
	44	Fotokol			Fotokol
	95	Goulfey			Goulfey
	42	Hilé-Alifa			Hilé-Alifa
	259	Kousséri			Kousséri
	106	Makary			Makary
	52	Waza			Waza
	62	Zina			Zina
Encadre-ment sanitaire	116	Ecoles d'application	Appui, suivi technique des travaux et exécution des programmes		
	2	DDEPAT		4	DDTRANS
	08	DDDEVEL		10	DDMAP
	1	DDCOM		8	DDTP
	5	DDEPDED		8	DDMINEE
				10	DDFOF
	20	SSD Makary		11	DDCAF
		SSD Kousséri		3	DDH DU
				01	POSTE ENVIRONEMENTAL DE FOTOKOL
	20	SSD Goulfey		2	DDEPDED
Volontaires formés du Service		HRA Kousséri	Encadrement social, encadrement psychosocial	2	DDEPAT
	17	SSD Mada		2	DDTOUL
	12	SSD Fotokol		2	DDAS
				3	Centre Social Fotokol
				3	Centre Social Goulfey
		Darak		1	Centre Social Kousséri
		Blangoua		2	Centre social de Waza

Types	Nombre de Personnes	Site / service / entreprise	Types	Nombre de Personnes	Site / service / entreprise
Civique National de Participation au Développement		Logone-Birni		2	DDPROFF
		Fotokol		1	DAAPROff Goulfey
				1	DAAPROFF Waza
					DDJEC
		Goulfey		2	CPFF de Kousséri
		Hilé-Alifa			CPFF de
		Kousséri			Darak
		Makary			Blangoua
		Waza			Logone-Birni
		Zina			Fotokol
Encadrement civique ou jeunes appelés du Service Civique			Réseaux d'associations		Goulfey
					Hilé-Alifa
					Kousséri
					Makary
					Waza
					Zina
		SEMYR			
		PDRI-CL	CEOCA		Kousséri
					Darak

Sources : DD des Ministères et enquêtes 2015 ; atelier de révision du Plan ORSEC du Logone et Chari juin 2022.

D. Moyens de transport et autres engins de travaux

Afin d'assurer le maintien de l'ordre et l'organisation des secours, les différents services et entreprises en charge utilisent plusieurs moyens de transport et autres engins de travaux. Ce sont entre autres des véhicules légers, des véhicules légers 4 x 4, des minibus, des bus, des camions bennes, des motos, des niveleuses, des Portes-chars, (Tableau 6).

Tableau 6 : Moyens de transport et autres engins de travaux

TYPES	Nombre	Service/entreprise	Etat	Type carburant	BESOINS
Véhicules légers	1	Préfet	1		3 Ambulances
	1	Sous-préfet Kousséri	1		
	1	Sous-préfet Logone-Birni	Bon état	Gazoil	1 ambulance, 1 hors-bord
	1	Sous-préfet Makary	Panne	Gazoil	Dotation véhicule, 1 ambulance
	1	Sous-préfet Goulfey	1		
	1	Sous-préfet Waza	Bon état	Gazoil	1 ambulance, 2 motos

TYPES	Nombre	Service/entreprise	Etat	Type carburant	BESOINS
	1	Sous-préfet Fotokol	Bon état	Gazoil	1 ambulance
	1	Sous-préfet Blangoua	1		
	1	Sous-préfet Hilé-Alifa	Bon état	Gazoil	1 ambulance 1 hors-bord
	1	Sous-préfet Darak	Bon état	Gazoil	1 ambulance, 2 hors-bords
	1	Sous-préfet Zina	1		
	1	Commissariat Kousséri 1	1		
	1	Commissariat Kousséri 2	1		
	1	Commissariat Kousséri 3	1		
	1	Maire de Kousséri	1		
	1	Maire de Logone-Birni	Bon état	Gazoil	1 ambulance, 1 hors-bord
	1	Maire de Goulfey	1		
	1	Maire de Waza	Bon état	Gazoil	1 ambulance
	1	Maire de Makary	1		01
	1	Maire de Blangoua	1		
	1	Maire de Fotokol	1		
	1	Maire de Hilé-Alifa	1		
	1	Maire de Darak	En panne	Gazoil	1 ambulance, 1 hors-bord 1 véhicule
	1	Maire de Zina	1		
Véhicules légers 4 x4	5	41 ^e BRIM	1	gazoil	15
		Légion de Gendarmerie			
	5	41 ^{ème} BIM			
	5	41 ^{ème} BCS			
		Opération Apha Zone Nord BIR			
	2	Cie Gendarmerie de Kousséri	1		
	1	Cie Gendarmerie de Makary	1		
	1	Cie Gendarmerie de Waza	1		
	1	Escadron n°33	1		
		Commissariat Central			
	1	Ciat Spécial départemental	1		
	1	Bureau Liaison DGRE	1		
	1	Antenne Opérationnelle ST	1		
	3	Centre Secours CNSP Kousséri	3 bon état	Gazoil	
	1	Brigade Gendarmerie Dabanga	1		
	1	Brigade Gendarmerie d'Afade	1		
	1	Brigade Gendarmerie Goulfey	1		
	1	Brigade Gendarmerie de Waza	1		
	1	Brigade Gendarmerie Kousséri	1		
	1	DDFOF	00		01
	1	SSD Kousséri	1		
	0	SSD Mada	0		
	1	SSD Makary	Amorti		

TYPES	Nombre	Service/entreprise	Etat	Type carburant	BESOINS
	0	SSD Goulfey	0		
	0	SSD Fotokol	0		
	0	DDDUB	0		
	0	DDDCAF	0		
		DDADER	00		02
	1	DDDEVEL	01		
		DDEPIA	00		01
	1	DDH DU	1	Gazoil	
	1	DDEPDED	01		
	1	DDTP	01		
Bus	1	Ciat Central Kousséri	2		1
Minibus AMBULANCE	4	Centre de secours CNSP Kousséri	1 EN PANNE	Gazoil	2
	4	HRA Kousséri	1		
Camions (VTT, benne)	2	Centre de secours CNSP Kousséri	1	Gazoil	3
	5	41 ^e BRIM/BCS			
	5	41 ^e BIM			
	1	Commune de Makary	00		01 benne, 01 ambulance, 01 tracteur
		Commune de Blangoua	00		01 ambulance, 02 benne
	1	Commune de Kousséri	04 VTT, 01 camionnette		01 benne, 01 camion-citerne
	1	Commune de Goulfey			
FPT	3	Centre de secours CNSP Kousséri	1 en panne		
Autres					2 (1 VSAV + cisaille, 1 Slinger
		DDFOF	00		01
Embarcations à moteur	1	DDEPIA	1	Gazoil	04
	1	Brigade Gendarmerie Darak	1		
	1 ??	Comité CR Logone et Chari	1		
	7	Centre de secours CNSP Kousséri	7	Super	
Gilets de sauvetage	100	Centre de secours CNSP Kousséri	100		100
Moto tout terrain		DDEPIA	10		07
		DDADER	09		40
		DDFOF	02		08
		DDDVEL	00		03
		DDTP	03		02
		DDEPEPDED	00		03
	6	SSD	2		12
	??	DDEPIA			
	1	DDMINEE	2		

TYPES	Nombre	Service/entreprise	Etat	Type carburant	BESOINS
	1	DDDCAF	1		
	2	DDMAP	1		

Sources : Préfecture, Communes et Délégations Départementales des Ministères ; Atelier de révision du Plan ORSEC du Département du Logone et Chari, juin 2022.

E. Ressources pour l'assistance

Tableau 7 : Ressources pour l'assistance

Types	Nombre	Service/entreprise	Etat	Besoins
Armes pour les battues et refoulement des pachydermes	1	Poste forestier de Blangoua	00	01 Arme+100 munitions
	1	Poste forestier de Darak	00	01 Arme+100 munitions
	1	Poste forestier de Hilé alifa	00	01 Arme+100 munitions
	1	Poste forestier de Makary	00	01 Arme+100 munitions
	1	DDFOF	00	01 Arme+100 munitions
Tentes				
Matelas				
Nattes				
Kits de dignité				
Hébergement	2			12 ch/lits
	4			16 ch/18 lits
	4			30 ch/45 lits
	2			9 ch/4 lits
	14			182 ch/193 lits
Trousses 1 ^{ers} secours				
Dossards				
Brancards				
Magasins de l'Office Céréaliier	1	Makary		
Pylônes de télécommunication	3	Makary (ORANGE, MTN, NEXTTEL)	1	
	3	Fotokol (ORANGE, MTN, NEXTTEL)	1	
	3	Logone Birmi(ORANGE, MTN, NEXTTEL)	1	
	2	Blangoua (ORANGE, NEXTTEL)	1	
	1	Hilé-Alifa (ORANGE)	1	
			1	
			1	
			1	
			1	
			1	
	4	Kousséri (CAMTEL, ORANGE, MTN, NEXTTEL)	1	
Journaux	5	Kousséri (Oeil du Sahel, Cameroon Tribune, Camnews Hebdo, Septentrion Hebdo)		
Radio de proximité	1	Kousséri	1	MHz

Types	Nombre	Service/entreprise	Etat	Besoins
Réception du signal CRTV		Blangoua		
		Darak		
		Fotokol		
		Goulfey		
		Hilé-Alifa		
		Kousséri		
		Logone Birni		
		Makary		
		Waza		
		Zina		

F. Sites refuges ou abris et points de recasement

Les situations de risques débouchent sur la solution de l'évacuation, vers un site temporaire ou le recasement définitif loin du site à risque. Les sites temporaires les plus usités lors des inondations et autres situations de crise vécues dans le Logone et Chari et à l'Extrême-Nord en général demeurent les structures éducatives et d'autres lieux d'hébergement. Les disponibilités sont les suivantes.

Tableau 8 : Offre d'abris temporaire dans les structures éducatives

Lieux et Structures	Localisation	Nbre de chambres	Nbre de lits	Nbre de salles	Superficie	Nom et contact du Responsable	Observations
Aub Muni	Darak	8	8				
Hôtels et assimilés	Kousséri	86(***)	86				
		187(**/*)	187				
		224 (NC)	224				
Auberge Municipale	Logone Birni	6	6				
	Goulfey	8					
Auberge	Makary	4	4				
Centre d'Accueil	Waza	10	10				
***, **/* 3, 2 à 1 étoiles, NC non classé							
Reserve foncière Kousséri	Arkis				26ha 52a 86ca		
	Massaki				19ha 13a 88ca		
	Harazaye				31ha 4a 91ca		
Ets scolaires	Blangoua			95			
	Darak			58			
	Fotokol			8+...			
	Goulfey			130			
	Hilé-Alifa			58			
	Kousséri			294			
	Logone Birni			135			
	Makary			189			
	Waza			66			
	Zina			57			
Centre social	Goulfey			1			
	Makary			1			
	Kousséri			1			

Source : fichiers DDEDUB, DDESEC, Communes (Voir détails par structure éducative en annexes)

La capacité à recaser les sinistres de manière durable sur les sites définitifs, aménagés et/ou distribués varie d'une commune à l'autre. Outre les réserves foncières, les surfaces disponibles peuvent sans doute être utilisées à cette fin de recasement si le comité de crise le juge nécessaire et indique la ou les communes. Le tableau 8 répertorie ces types d'occupation des terres et les superficies correspondantes et indique la superficie encore disponible par commune.

Tableau VI. 6 Occupation du sol, réserves foncières, lotissements aménagés et superficie restante par commune

Communes	Superficie (ha)	Population	Exploitation Familiale (ha)	Zones non exploitables						Marge (10%) de sécurité	Surface disponible (ha)
				Monts (ha)	Rivières (ha)	Agglom. (ha)	Lacs (ha)	Parcs et réserves	Surface totale		
Kousséri	16000	111915	11990	0	5,5	17500	0	4500	6255,5	8770	-3220
Makary	188600	103675	11108	0	5,5	875	0	880,5	187719,5	168947,5	197839,5
Goulfey	225000	55999	6000	/	5,5	440	0	/	224550,5	202095,5	196095,5
Logone Birni	290900	65888	7059	/	5,5	525	0	/	290003,5	261003,5	253944,5
Waza	190000	13565	1453	200	5,5	350	0	170000	191444,5	17500	16047
Fotokol	33600	47269	5065	/	5,5	700	0	/	32894,5	29605	24540
Hilé-Alifa	46500	30037	3218	/	5,5	125	0	/	46369,5	41732,5	38514,5
Blangoua	14000	31005	3322	/	5,5	350	0	/	290003,5	1280	8958
Darak	18400	44630	4782	/	5,5	100	16400	/	1894,5	1705	-3077
Zina	190000	20286	2174	/	5,5	260	0	/	189734,5	170761	168585

Sources : DDDCAF/LC

G. Moyens d'assistance médicale

La carte sanitaire du Département du Logone et Chari est divisée en cinq (05) Districts de Santé qui sont : les Districts de santé de Mada, de Kousséri, de Gouffey, Fotokol et de Makary. L'ensemble des moyens logistiques, humains et les infrastructures est présenté dans les tableaux VI.8 et en annexes ci-dessous.

Au cours de la gestion des situations d'urgence, un type de matériel requis est composé des outils pour la sensibilisation et le stock d'urgence. Il s'agit généralement de mégaphones, pulvérisateurs, d'eau de javel, de pots de chlore, de plastiques de protection de masques et de tests pour diagnostic rapide de choléra ou de paludisme.

Tableau 9 : Structure de la carte sanitaire du Logone et Chari

Hôpital/SSD/Ets de santé	Urgences	Chirurgie	Médecine	Réanimation	Maternité	Pédiatrie	Blocs opératoires	Observations
HRA Kousséri	1	15	22	6	23	21	2	Besoins 2434
SSD Kousséri			7					
SSD Goulfey			38					
SSD Mada			28					
SSD Makary			102					
	Aires de santé	Hôpitaux de District		Centre Médicalisé d'Arrondissement		Centre de Santé Intégré		Autres
SSD Kousséri	12	1		2		8		
SSD Goulfey	7	1		1		5		
SSD Mada	5	1		2		4		
SSD Makary	8	1		2		10		
SSD Fotokol	7	1		2		3		En construction

Sources : SSD/LC

On compte environ 49 centres de santé dans le département constitués d'un hôpital régional annexe, de 4 Hôpitaux de District et 6 Centres Médicalisés d'Arrondissement principalement dans les chefs-lieux des communes, et 38 centres de santé intégrés. L'insuffisance du personnel médical tant en quantité qu'en qualité se traduit par un ratio d'un (01) médecin pour 3000 habitants et un (01) Infirmier pour 900 habitants.

Le réseau de veille épidémiologique est constitué de :

- la veille permanente avec compilation hebdomadaire des données à la DRSP/EN ;
- Centre de Réception des Échantillons (CRE) à Garoua (tél 698 00 93 81) ;
- Centre Pasteur du Cameroun (CPC) de Garoua (tél 698 00 78 82).

Tableau VI. 8. Formations sanitaires et personnels de santé

[illegible]

[illegible]

H. Moyens de transmission et de communication

Divers moyens de transmission et de communication sont utilisés dans le Département du Logone et Chari. Il s'agit des signaux radio et télévision, des journaux (Cameroon Tribune, Camnews Hebdo, Septentrion Hebdo et Œil du Sahel) et du téléphone.

Les lignes téléphoniques sont les suivantes :

Pour la communication d'une information au CC et à l'EMV, les contacts ou lignes téléphoniques sont :

- PC (CC et EMV) : 222414222
- Police « 17 » sur fixe ou « 117 » sur portable
- Sapeurs-Pompiers « 18 » sur le fixe ou « 118 » à partir du portable, il sonne directement au Bureau des Opérations et des Transmissions (BOT) du centre de secours de Kousséri)
- Urgences « 112 »
- SAMU « 19 » sur le fixe (ou 119 à partir du portable), rattaché à l'hôpital de district de Kousseri
- Gendarmerie 13 sur le fixe (ou 113 à partir du portable)

Pour l'information de masses populaires, les médias radio et audiovisuel sont :

- Radio CRTV sur 95.5 MHz à Kousséri, Chef de station, tél : 677 79 32 20
- Chaînes nationales (locales) dont Salam FM et Kousseri TV.

En plus des radios, les pylônes de télécommunications, vecteurs des SMS et des appels/réceptions vocaux des opérateurs de téléphonie mobile sont activés comme suit :

- 2 à 3 (Orange, NEXTTEL, MTN) pour les 10 Communes, perturbations observées en saison des pluies ;
- et 4 (Camtel, MTN, NEXTTEL, Orange) pour Kousséri et Makary

Le réseau de communication spécifique pour le suivi épidémiologique est constitué de :

- la veille permanente avec compilation hebdomadaire des données à la DRSP/EN ;
- Centre de Réception des Échantillons (CRE) à Garoua (tél 698 00 93 81) ;
- Centre Pasteur du Cameroun (CPC) de Garoua (tél 698 00 78 82).

PARTIE III : Organisation des interventions dans le Département du Logone et Chari

**Aléas couverts pour la
planification de la réponse**

1. Sécheresse
2. Conflits intercommunautaires

Version

2.0

Période de couverture

Juin 2022-Juin 2025

Date de validation

Novembre 2015

Dernière mise à jour

1^{er} juin 2022

En prévision du péril qui menace les vies humaines et des importants dégâts matériels et environnementaux consécutifs aux événements dangereux tels que :

- les risques d'origine naturelle : les inondations, les éboulements, le détachement et roulis des rochers, les sécheresses, les invasions de pachydermes, des oiseaux granivores, des criquets migrants ou des chenilles défoliatrices ;
- les risques d'origine anthropique et sociaux : les incendies, les accidents de circulation, les feux de brousse, les conflits interethniques, les déplacements internes de populations et l'afflux des réfugiés ;
- les risques sanitaires : les épidémies (Covid-19, choléra, de méningite, de rougeole et du paludisme) et les épizooties (peste porcine et grippe aviaire).

Dans le cadre de cette révision, les risques majeurs retenus pour la phase de simulation sur table sont la sécheresse et les conflits intercommunautaires ; ceci en raison de leur fréquence, de leur occurrence et leur impact respectif sur les populations.

I. STRATEGIE ET GESTION DES CATASTROPHES : CAS DE LA SECHERESSE

La Sécheresse peut se définir comme un déficit hydrique anormal dans une ou plusieurs parties du cycle de l'eau terrestre. Selon qu'il concerne une partie de ce cycle exclusivement à l'interface sol-atmosphère, au niveau du sol, dans le sous-sol ou successivement à toutes ces phases, avec des effets induits en aval, on parle de sécheresse climatique (ou météorologique), agricole (ou édaphique), hydrologique et socioéconomique respectivement.

A. Mesures préventives

1. Dispositif d'alerte précoce

Dispositifs nécessaires	Existant	Actions ou mesures à mettre en place	Observation/consignes
Populations formées pour surveiller les signes de sécheresse	-SDE (MINADER, MINEPDED, MINFOF, MINEPIA, MINEE) ; -CTD (Communes) -OSC (ONG, Associations de développement, Coopératives, etc.) -CRTV -savoirs locaux sur les signaux annonçant le début effectif de la saison des pluies ou de la saison sèche Opération de reboisement Station météorologique	-Formations (réunions de sensibilisation, émissions radiophoniques...) -mettre en place un Comité de suivi du climat dans chaque village et les coordonner au niveau hiérarchique supérieur -centraliser les signaux relevés par les comités de vigilance et identifier l'aire de sécheresses Sensibilisation pour une meilleure utilisation des ressources en eau	*Arrêter une liste succincte des phénomènes suivis et un seuil consensuel qui indiquent le type de sécheresse (chant d'oiseau, aspect de l'atmosphère ... pour la sécheresse météorologique ; phénologie végétale ... pour la sécheresse agricole ou édaphique ; débits pour la sécheresse hydrologique et famine, migration... pour la sécheresse socioéconomique)
	Programme de veille et de sécurité alimentaire a/s collecte des données sur la	Stations météorologiques pouvant couvrir le Département du Logone	

Dispositifs nécessaires	Existant	Actions ou mesures à mettre en place	Observation/consignes
	pluviométrie et les prix dans les marchés	et Chari	
Permanence ou astreinte capable de recevoir et transmettre une alerte	Local: projet d'alerte précoce de la FAO qui couvre les arrondissements de Blangoua et Makari. En cours de mise en oeuvre par CODAS Caritas	Renforcement du SAP au système local afin de renforcer les prévisions notamment celles liées aux pluies localisées.	
	Etudes de l'IRAD pour l'amélioration des semences	Former tous les acteurs locaux sur les SAP (suivi et utilisation)	
	MINADER/PAM/ACF projet d'alerte précoce : qui a permis la distribution de plusieurs pluviomètres et la collecte de données sur l'alerte précoce		
	-SDE ayant des missions contre les sécheresses climatique (DD TRANS), édaphique (DD EPDED), hydrologique (DD EE) et socioéconomique (DD ADER, DD EPIA, DD MIDT, DD TRANS ...	-équiper et redonner à la station de Kousseri le niveau d'une station météorologique synoptique d'antan -doter les SDE des pluviomètres -redynamiser les points de mesures d'écoulement de surface abandonnés	-le SDE reçoit et/ou cède ses données et doit être joignable et disponible
Relevés pluviométriques (D.A.)	-1 station de la DNM en déclin à Kousseri, 10 postes climatologiques de la DDADER, données pluviométriques et hydrométriques -Département CHP de l'ISS/UMa -Recherche en cours à l'INC/MINRESI sur un système de détection précoce des sécheresses -Observatoire du CAZS à l'UNIMAID et stations de Bongor et Ndjamena dans les pays voisins (Nigeria et Tchad) FEWSNET /Images satellitaires de la zone pour	-diffusion de messages spécifiques de vigilance -recrutement d'un personnel qualifié -prévoir un budget de fonctionnement effectif des stations météorologiques et hydrométriques -plateforme de travail entre les acteurs de terrain et acteurs de recherche scientifique -dérogation spéciale par rapport au Décret du PM sur la mise à disposition des CTD et l'autorité préfectorale des données météo et hydrométriques	*pour un conservateur au PN de Waza, un cumul de pluies de moins de 600 mm/an au poste climatologique local indique qu'il y aura assèchement d'eau des mares d'abreuvement de la faune à la saison sèche suivante, d'où la surveillance et la préparation pour apporter l'eau artificiellement à ces mares

Dispositifs nécessaires	Existant	Actions ou mesures à mettre en place	Observation/consignes
	la prévision de la pluviométrie (zone autour du Lac Tchad) CBLT informations sur le climat -bulletins météo à la CRTV Radio et TV		
Évaluation des productions agricoles, pastorales et halieutiques	-postes agricoles ; -CZCSV et CACP -délégations d'arrondissement et départementale de l'agriculture et de l'élevage -volontaires, associations, GIC, comités de vigilance -Comité de lutte contre la sécheresse -PNSSA -Office céréalier -données d'évaluation d'une campagne écoulee publiées dans le rapport de l'année suivante au niveau départemental -bulletin conjoncturel, Flash d'alerte rapide, compilé par la DESA	-estimer les quantités de récoltes, de bétail et de poisson pendant que la campagne est en cours -faire la comparaison entre les estimations des stocks attendus et la consommation moyenne pour avoir les déficits alimentaires à l'échelle infra-départementale -mettre régulièrement à disposition le Flash d'alerte rapide	*la DDADER publie dans son rapport d'activités annuel un bilan céréalier qui ressort les déficits par arrondissement
Dispositif de lutte contre la déforestation: inventaire des ressources, cartes satellitaires	-système de surveillance du MINFOF -cartographie de l'occupation des sols de l'Extrême-Nord à partir du traitement des images Landsat avec le concours de la GIZ en 2013 -jeu d'images multi-dates de divers satellites et de différentes résolutions disponibles au MINEPDED -dispositif PSFE et retour d'expérience -dispositif REDD+ en cours de développement -photographies aériennes	-élargir le système de surveillance MINFOF -faire les cartes d'occupation de sol à l'échelle fine, communale notamment et les mettre régulièrement à jour -	*formuler les demandes de services aux détenteurs des images ou données en groupe et par l'intermédiaire des organismes tels que le FEICOM ou CVUC

Dispositifs nécessaires	Existant	Actions ou mesures à mettre en place	Observation/consignes
	de résolution centimétrique de 80 000 km ² du Cameroun septentrional		
Système d'Information Géographique et Système d'Alerte Précoce (SAP) Sécheresse	<ul style="list-style-type: none"> -INC -Département de CHP de l'ISS -MIDIMA -ABN -CBLT -FEICOM -BUCREP 	-contribuer à la mise à jour des données et requérir une jouissance partagée des produits et leur mise à jour en compensation	*le budget pour réaliser un SIG est alourdi par la phase collecte de données que tout promoteur de cet outil aimerait sous-traiter
Suivi des données hydrologiques et piézométriques	<ul style="list-style-type: none"> -compétences existantes à l'ISS/UMa (Département d'HyMaE), au CRH/l'IRGM/MINRESI -CBLT -la condition hydrologique d'enneigement d'une partie du yayré est un débit au dessus de 1200 m³.s⁻¹ à la station hydrométrique de Bongor (partie sud sous l'eau) -la condition hydrologique d'enneigement maximal du département suivi d'une vidange vers le Lac Tchad par El Béid est un débit du Logone qui dépasse 1500 m³.s⁻¹ à la station hydrométrique de Bongor 	<ul style="list-style-type: none"> -mise en place d'un système de mesures piézométriques dans chaque commune -confier aux scientifiques l'analyse et l'interprétation des données -délester le lac de Maga de son excédent d'eau si le débit à Bongor est égal ou inférieur au seuil observé (1200 m³.s⁻¹) -stocker l'eau, y compris les excédents inutilisés sur plusieurs années s'il y a lieu, au lac Maga, sous réserve d'une sécurité garantie pour l'ouvrage et d'un risque de rupture de la digue de Maga-Pouss sous contrôle effectif 	<ul style="list-style-type: none"> *pour les SAP, le partenariat des bénéficiaires de l'alerte est une contrainte forte reçue volontiers par l'émetteur de l'alerte qui est éloigné et attend un feedback desdits bénéficiaires *conventions avec l'ABN, l'ISS, l'INC ou l'IRGM *décisions et mise en œuvre exigeant une synergie d'action des dispositifs ORSEC des départements de Mayo-Danay et de Logone-et-Chari
Suivi de la faune des parcs nationaux de Waza et de Kalamaloue	<ul style="list-style-type: none"> -Conservateurs des parcs nationaux de Waza et Kalamaloue -Délégation Départementales du MINFOP 	<ul style="list-style-type: none"> -évaluer les effectifs fauniques à la fin de la saison des pluies et en mi-saison sèche -identifier et déceler les carcasses d'animaux morts des suites de déshydratation 	

L'alerte permet de passer d'une situation de veille à une situation de mobilisation des services

2. Mesures de sauvegarde

Mesures nécessaires	Existant	A acquérir (à améliorer)	Observation/consignes
Réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> -la loi cadre, 94/01 du 20 janvier 1994, relative à la gestion des forêts et l'environnement -les arrêtés du Gouverneur et ceux du Préfet -décisions des Sous-préfets, -délibérations / décisions communales interdisant la coupe abusive des arbres -Décret de 1990 du PM sur la vente des données météorologiques DMN (cf fiche en annexe) -avis technique des services du MINFOF à la commune urbaine ou autres requérants pour l'élagage ou l'abattage des arbres dans le périmètre urbain lorsque cela s'avère nécessaire 	<ul style="list-style-type: none"> -sensibilisation -éducation -conscientisation -formation 	<p>*faire les observations météorologiques pour soi n'est pas interdit et coûte relativement moins cher sur le long terme par rapport à l'option de les acheter (donnée journalière = 50 frs, donnée mensuelle = 100 frs)</p>
Mesures d'adaptation Lutte contre la déforestation	<ul style="list-style-type: none"> -Observatoire National d'Adaptation aux Changements Climatiques (ONACC) créé depuis 2009 -Programme National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC) conçu en 2014 FMO, le Autorités Adminsitratives et le MINFOF pour la mise en commun des stratégies d'intervention sur le terrain et l'évaluation des ces actions sur l'avancés du désert Comités d'alerte Rapide en cours de création -points d'eau et des mares artificielles -Brigade Villageois d'Intervention Phytosanitaire (BVIP) -distinction parmi les variétés cultivées de celles qui sont précoces par rapport aux 	<ul style="list-style-type: none"> -collecter et stocker l'eau pluviale pour un usage différé -désensablement du lit du fleuve Logone/Chari et des mayos -lutte contre la jacinthe d'eau -constituer des banques semencières différentes un pour les variétés tardives et un pour les précoces -caler au mieux les semis sur le début effectif de la saison de pluies et le choix de variété sur la durée probable des pluies -protéger les réserves de plantes et aliments de soudure et vulgariser les techniques et méthodes de cette alimentation où l'on gère 	<p>*la création des retenues d'eau, le reboisement, la mise en défens, sont censés contrer les effets du climat et accroître la résilience du pays. Cependant, ces mesures pour être efficaces s'appuient sur une conjugaison de l'expertise scientifique et des connaissances empiriques</p> <p>*privilégier les solutions locales de gestion de la sécheresse en attendant l'action de l'ONACC ou PNACC qui sera au meilleur cas décalé par rapport à l'urgence</p> <p>*les savoirs locaux</p>

Mesures nécessaires	Existant	A acquérir (à améliorer)	Observation/consignes
	<p>espèces tardives</p> <ul style="list-style-type: none"> -cultures de sorghos de contre saison et maraîchères -produits de cueillette ou aliments de soudure comme les germes des rôniers, les bulbes de nénuphars, les ignames de brousse, les graminées (kreb ou pagguri, di'fri, haskanut, cram cram, moheb, gulum ...) -éventail de cultures complémentaires ou de substitution prêtes à relayer les grandes productions qui échouent (champ de sorgho mal levé vite complanté en pois de terre ou arachide, réflexes de rattrapage en semant du sorgho hâtif si le tardif est mal venu, champs d'oseille ou de pois agrandis, semis à profusion de sorgho amers, insertion du manioc comme parades anti-acridiennes) 	<p>la disponibilité des denrées, leur appétence, les toxines accumulées à la consommation et la désintoxication à un pas de temps opportun pour survivre à la famine</p> <ul style="list-style-type: none"> -redynamiser le savoir traditionnel riche de moyens d'existence communautaires pouvant contribuer efficacement à l'élaboration des stratégies locales d'adaptation aux changements climatiques 	<p>exhibent la preuve que les populations rurales gardent une «autre science du climat» dont les acquis, associés à l'expertise de la science apportent des réponses justes contre les changements climatiques</p>
Mise en œuvre de mesures de lutte contre la déforestation et la dégradation des sols	<ul style="list-style-type: none"> -missions de contrôle et dissuasion aux postes de contrôle forestier et de chasse et dans les aires protégées -pépinières de l'ANAFOR, communales et privés qui mettent les plants à disposition -distribution des foyers améliorés -périmètres de reboisement successif mis en place dans le cadre de PFSE, Sahel Vert ou local avec toutefois un taux de succès bas à Makary (30%) et très bas à Fotokol (5%) -forêts communautaires et communales créées par ex Logone-Birni -autorisations donnés aux particuliers pour ramasser uniquement le bois mort pour un usage domestique 	<ul style="list-style-type: none"> -Établir les cartes de potentialités des sols et des contraintes climatiques (couloirs de vents, poches de sécheresse, début, fin et durée de saison...) -création des points focaux de relais -créer les forêts communales et communautaires -mettre à disposition 2X plus des jeunes plants pour reboiser, sécuriser les sites et requérir une plus grande adhésion populaire par les moyens appropriés -tenir à jour un état des autorisations accordées pour ramasser le bois mort, des procès- 	<p>*intensifier la campagne de reboisement en milieu approprié (couloir de vents où la végétation servira de brise vent)</p> <p>Désensabler le monticule de Fadje Maltam dans le parc de Kala Maloué afin d'alimenter le parc en eau</p>

Mesures nécessaires	Existant	A acquérir (à améliorer)	Observation/consignes
	<p>-promotion par les ONG et OSC des sources d'énergie alternatives au bois et des activités de régénération ou de reboisement</p> <p>Reboisement : Création d'un groupe de réflexion (MINEPDED, MINEPIA, MINFOF, AA, Maires, ONG...) mener des réflexions en vue d'asseoir un plan de reboisement dans le Département et susciter l'intérêt des bailleurs au financement des activités de reboisement. Egalement capitaliser les informations liées aux activités de reboisement</p> <p>MINEPIA</p>	<p>verbaux d'infractions et des saisies relatives au PFNL</p> <p>Formation des formateurs au niveau des Communes (Maires et chefferies traditionnelles) Pépinière communale dans chaque commune et dans les chefferies ; Créer et multiplier les marres artificielles ; Mettre les points d'eau le long des corridors de transhumance des animaux Elaborer une cartographie des zones de pâturages Evaluer le niveau de la strate herbacée Ensemence les pâturages en mettant sur pied des champs fourragers</p> <p>Mise en place des alternatifs au bois de chauffe dans le cadre de la lutte contre la déforestation (subvention du gaz domestique, promotion des foyers améliorés)</p>	
Favoriser la constitution et	-cours d'eau permanent : le Logone	-canaux d'irrigation -collecte et conservation	Constituer des réserves d'eau de

Mesures nécessaires	Existant	A acquérir (à améliorer)	Observation/consignes
l'exploitation des réserves d'eau de surface	-Lac Tchad -saison de pluies pendant environ 3 mois par an -bas-fonds et plaine inondables	des eaux de pluies -aménagement d'espaces agricoles irrigués -réaliser les mares -désensablement du Serbewel au niveau de Fadje	surface dans chaque commune (citernes sous terrains, barrages de retenue d'eau) pour favoriser l'irrigation et améliorer la production agropastorale.
Favoriser l'accès aux réserves d'eau souterraines	-retour d'expérience de réalisation de points d'eau potable, de l'hydraulique agricole et pastorale (Communes, SDE) -Prestataires spécialisés	-densifier l'existant -dispositif d'irrigation ou d'arrosage automatique et économique (goutte-à-goutte)	-rechercher les voies et moyens dans la coopération israélienne surtout pour l'irrigation au goutte-à-goutte
Constituer des réserves légales de céréales et autres denrées de première nécessité et les sécuriser	-Greniers individuels -Greniers communautaires -Magasins de l'Office Céréalière -cartes historiques du déficit céréalière dans le département par le DDADER	-réglementer l'utilisation des stocks de greniers communautaires -réglementer la constitution des stocks de sécurité par les commerçants et l'Office Céréalière -magasins de stockage pour les éleveurs Augmenter les aménagements hydroagricoles Améliorer le système de production des variétés de semences résistantes à la chaleur et celles à cycle court	Poursuivre le travail qui est déjà fait

A. Mesures d'intervention

1. Scénario

Sècheresse dans les Arrondissements de Makari, Goulfey, Darak, Fotokol et Blangoua dans le Département du Logone et Chari :

Du fait d'une pluviométrie annuelle située entre 200-250 mm au terme de la saison pluvieuse (septembre), tous les puits et 40% des forages sont asséchés. On déplore 75 morts réparties dans les 5 communes. Environ 7000 personnes sont affectées :

- 5000 personnes se sont déplacées vers les localités de Waza et Hile Alifa ;
- 2000 se sont réfugiés au Tchad et au Nigéria.

Sur le plan matériel l'on enregistre 5% du bétail décimé ; 5 chacals, 8 éléphants et 20 antilopes sont morts de déshydratation dans le parc de Kalamaloué.

L'insécurité grandissante sur la Nationale N°1 et quelques routes départementales. Une grande crise alimentaire s'abat dans les Communes affectées.

2. Actions à entreprendre :

- Réunir les différents responsables en charge de la gestion de l'alerte ;
- Evaluer la situation de crise ;
- Activer le plan ORSEC ;
- Localiser et circonscrire les zones affectées par la sécheresse ainsi que les localités à risque ;
- Sécuriser les sites des déplacés ;
- Identifier les sites de recasement ;
- Evaluer les besoins et organiser la prise en charge ;
- Mettre en œuvre les mesures sanitaires dans les sites de recasement ;
- Préparer et solliciter l'aide d'urgence ;
- Mettre en œuvre les stratégies d'accès et d'économie de l'eau ;
- Lancer les activités de résilience au profit des sinistrés (aménagements hydro-agricoles, l'endiguement des cours du fleuve Logone et des rivières, l'irrigation goutte-à-goutte) ;
- Procurer pour le bétail des tourteaux, le fourrage issus des d'autres parties du pays ;
- Adresser une requête de soutien au MINAT.

3. Organisation de l'intervention par rapport au scénario et aux actions à mener : les services ORSEC et leurs missions

Service ORSEC : Commission coordination

Président : Préfet

Rapporteur : 1^{er} Adjoint préfectoral de Kousseri

Membres : Sous-préfets des Arrondissements affectés et ceux accueillant les déplacés,

- **Maires des Communes affectées et celles accueillant les déplacés,**
- **Etat-Major départemental**
- **Responsables des Forces de Défense et de Sécurité des localités affectées ;**
- **DD/ MINEPDED, MINADER, MINFOF, MINEPIA, MINCOM, MINAS, MINDDEVEL, MINEE, MINDCAF, Chefs de districts de santé concernés ;**
- **Chefs traditionnels des localités affectées ;**
- **Toute autre personne (OSC, CRC, volontaires, comités de vigilance, partenaires humanitaires...)**

	MISSIONS ou MESURES
1.	Dirige et coordonne l'ensemble des intervenants, leur fixe des objectifs et des missions
2.	Organise la communication, l'alerte et l'information 24h/24h, 7 jours/7, 12 mois/12
3.	A le rôle de Directeur des Opérations de Secours (DOS)
4.	Réquisitionne les ressources nécessaires pour l'organisation de la réponse
5.	Assure une veille et organise les exercices de sécurité civile
6.	Organise la réunion de retour d'expérience (Evaluation des actions/activités)
7.	Propose les mesures correctives
8.	Recueille toute information utile sur l'évolution de la crise
9.	Rend compte à la hiérarchie en temps réel

Service ORSEC : Sous-commission sécurité

Président : Le Commandant de la 41^{ème} Brigade d'Infanterie Motorisée (BRIM)

Rapporteur : Le Commandant de la Légion de Gendarmerie du Logone et Chari

Membres : Tous les responsables locaux des Forces de Défense et de Sécurité,

	MISSIONS ou MESURES
1.	Réceptionne les appels de secours au 18 ou 118 et 117
2.	Assure la mise en œuvre des opérations de lutte contre l'incendie, de secours à personne, de protection des biens et de l'environnement
3.	Met en place des déviations de circulation en concertation avec les gestionnaires de voirie
4.	Concourt, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection, à l'évaluation et à la prévention des sécheresses ainsi qu'aux secours d'urgence
5.	Participe aux opérations d'évacuation et/ou de mise à l'abri des populations en fonction des décisions du Directeur des Opérations de Secours (DOS)
6.	Assure le maintien de l'ordre public sur les lieux de l'événement et formule auprès de la préfecture les demandes de renforts de forces mobiles
7.	Rend compte aux différentes hiérarchies en temps réel

Service ORSEC : Sous-commission santé, recasement et affaires sociales

Président : Adjoint préfectoral

Rapporteur : Médecin Chef de district de santé de Kousseri

**Membres: DD/ MINAS, MINPROFF, MINDCAF, MINEDUB, MINESEC, MINEE, MINEPIA
MINHDI, MINDDEVEL**

Tous les chefs de districts

Tous les Maires des Communes concernées,

Les chefs traditionnels

ONG, OSC, volontaires, partenaires humanitaires...

	MISSIONS
1.	Equiperment en matériel d'assistance
2.	Identification, choix et délimitation de sites
3.	Recensement des services d'accueil
4.	Prise en charge de victimes au plan nutritionnel, sanitaire, éducatif

5.	Prise en charge psychosociale des personnes à besoins spécifiques
6.	Insertion sociale des victimes
7.	Identification des services disponibles dans les sites de recasement
8.	Prise en charge du bétail
9.	Approvisionnement en médicament et aliments
10.	Approvisionnement en eau, hygiène et assainissement

Service ORSEC : Sous-commission des travaux publics et aménagement

Président :

Rapporteur : DD MINTP

Membres : Sous-préfets des Arrondissements accueillant les déplacés

Maires des Communes accueillant les déplacés

MINEPAT, MINEPIA, MINFOF, MINSANTE, MINAS,

Corps National de Sapeurs-Pompiers

CRC, volontaires...

Les structures ayant les projets de développement (PNDP, PDRI et PROLAC)

	MISSIONS
1.	Aménagement des sites d'accueil
2.	Aménagement de la zone de crise
3.	Equiperment en matériel roulant
4.	Transport des populations ;
5.	Etablissement et transmission des devis
6.	Inhumation des personnes décédées
7.	Enfouissement des carcasses des animaux

Service ORSEC : Sous-commission transmission et communication

Président : DD MINCOM

Rapporteur : Le chef de station CRTV Kousseri

Membres : DD/ MINAS, MINPROFF, Médias, radios communautaires, services de communication des Communes concernées

	MISSIONS
1.	Identification des médias et accréditation des journalistes
2.	Recensement et traitement des informations
3.	Diffusion des informations
4.	Sensibilisation
5.	Collecte des données statistiques

I. STRATEGIE ET GESTION DES RISQUES : CAS DES CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES

A. MESURES PREVENTIVES

1. Dispositif d'alerte précoce

Dispositifs nécessaires	Existant	Actions ou mesures à mettre en place	Observation/consignes
Réglementaire	Tribunaux coutumiers Centres d'écoute	Renforcement du respect des décisions administratives et judiciaires	
Us et coutumes Règles locales	Médiation des leaders religieux Pactes ancestraux entre les éleveurs et agriculteurs pour la gestion des ressources naturelles ; La répartition des rôles et des responsabilités au niveau traditionnel	Renforcement du respect des règles locales Sensibilisation sur le respect des autorités traditionnelles et des pactes ancestraux. Transmission fidèle des us et coutumes aux jeunes générations Respect d Renforcement de l'éducation	
Pratiques de terrain Administration, Autorités Traditionnelles et ONG	Enregistrement des conflits (vols, viols, incendies volontaires...) passés au niveau des chefferies de chaque clan afin de mieux gérer les situations à venir	Approfondir les savoir-faire des Autorités Traditionnelles sur le processus de cohésion sociale	

2. Mesures de sauvegarde

Mesures	Existant	Besoins	Observation/consignes
Identifier/prévoir les conflits potentiels liés à l'utilisation des ressources naturelles	Descentes des autorités administratives sur le terrain ; Rencontres avec les acteurs concernés		
Identifier tous les intervenants clés dans les communautés		-élaborer les accords formels ou informels sur les mesures consensuelles prises pour prévenir les conflits	
Identifier les canaux de communication qui permettent de communiquer avec les intervenants clés	Centres d'écoute et d'échanges Procès-verbaux de rencontres ; Messages directs aux populations Mesures d'interdiction		
Elaborer une stratégie/système d'alerte précoce des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles (analyser les signes précurseurs, ou actions attitudes, comportements et agissements qui peuvent caractériser un conflit latent)	Capacitation des autorités traditionnels pour une meilleure maîtrise de leurs sujets		
Instaurer un cadre d'échanges et de communication permanent entre les différents acteurs et tenir	Centres de sensibilisation des populations sur la prise de conscience		

B. MESURES D'INTERVENTION

1. Scénario

Depuis le 5 décembre 2021, un nouveau conflit intercommunautaire a éclaté dans une centaine de villages dans l'Arrondissement de Logone Birni et s'est propagé à partir du 8 décembre 2021 dans le reste du Département du Logone et Chari. Ces violences ont causé la mort d'au moins 44 personnes et l'on dénombre une centaine de blessés. L'on enregistre de nombreux dégâts matériels notamment en termes d'incendies, de pillage de maisons, des commerces et des animaux domestiques, entraînant d'importants déplacements des populations.

Au 27 décembre 2021, l'on enregistre plus de 4000 ménages déplacés dans les localités sécurisées de Logone Birni et dans les Arrondissements de Kousseri, Waza, Goulfey, Makary et zina. Enfin, environ 30 000 réfugiés sont enregistrés au Tchad.

2. Actions à entreprendre

- Réunir les différents responsables en charge de la gestion de l'alerte ;
- Evaluer la situation de crise ;
- Déterminer les causes du conflit ;
- Activer le plan ORSEC ;
- Localiser et circonscrire les zones affectées par la crise sécuritaire, ainsi que les localités à risque ;
- Sécuriser les sites des déplacés ;
- Identifier les sites de recasement ;
- Evaluer les besoins et organiser la prise en charge ;
- Mettre en œuvre les mesures sanitaires dans les sites de recasement ;
- Préparer et solliciter l'aide d'urgence ;
- Mettre en œuvre les stratégies d'accès et de gestion d'eau, d'hygiène et d'assainissement ;
- Lancer les activités de résilience au profit des sinistrés ;
- Procurer pour le bétail des abreuvoirs, des tourteaux, le fourrage issus des d'autres parties du pays ;
- Adresser une requête de soutien au MINAT ;
- Organiser les opérations de rétablissement de la paix ;
- Mettre en œuvre les stratégies de communication avec les parties en conflit afin d'éviter la résurgence et la propagation des attaques ;
- Organiser des activités de sensibilisation et de cohésion sociale (lutte contre les discours haineux) ;

3. Organisation de l'intervention par rapport au scénario et aux actions à mener

Service ORSEC : Coordination

Président : Préfet

Rapporteur : 1^{er} Adjoint préfectoral de Kousseri

Membres : Sous-préfets des Arrondissements affectés et ceux accueillant les déplacés,

- **Maires des Communes affectées et celles accueillant les déplacés**
- **Etat-Major départemental ;**
- **Responsables des Forces de Défense et de Sécurité des localités affectées ;**
- **DD/ MINEPDED, MINADER, MINFOF, MINFPROFF, MINEPIA, MINCOM, MINAS, MINH DU, MINDDEVEL, MINEE, MINDCAF, MINEDUB, MINESEC, Chefs de districts de santé concernés ;**
- **Chefs traditionnels des localités affectées ;**
- **Toute autre personne (OSC, CRC, volontaires, comités de vigilance, partenaires humanitaires...)**

	MISSIONS ou MESURES
1.	Dirige et coordonne l'ensemble des intervenants, leur fixe des objectifs et des missions
2.	Organise la communication, l'alerte et l'information permanente
3.	Joue le rôle de Directeur des Opérations de Secours (DOS)
4.	Réquisitionne les ressources nécessaires pour l'organisation de la réponse
5.	Assure une veille et organise les exercices de sécurité civile
6.	Organise la réunion de retour d'expérience (Evaluation des actions/activités)
7.	Propose les mesures correctives
8.	Recueille toute information utile sur l'évolution de la crise
9.	Rend compte à la hiérarchie en temps réel

Service ORSEC : Sous-commission de sécurité

Président : Le Commandant du 41^{ème} BRIM

Rapporteur : Le Commandant de la Légion de Gendarmerie du Logone et Chari

Membres : Tous les responsables locaux des Forces de Défense et de Sécurité

	MISSIONS ou MESURES
1.	Réceptionne les appels de secours au 18 ou 118 et 117
2.	Assure la mise en œuvre des opérations de secours à personnes, de protection des biens et de l'environnement
3.	Met en place des déviations de circulation en concertation avec les gestionnaires de voirie au niveau des sites de recasement
4.	Concourt, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection, à l'évaluation et à la prévention des conflits, ainsi qu'aux secours d'urgence
5.	Participe aux opérations d'évacuation et/ou de mise à l'abri des populations en fonction des décisions du Directeur des Opérations de Secours (DOS)
6.	Assure le maintien de l'ordre public sur les lieux de l'événement et formule auprès de la préfecture les demandes de renforts de forces mobiles
7.	Rend compte aux différentes hiérarchies en temps réel

Service ORSEC : Sous-commission santé, recasement et affaires sociales

Président : Adjoint préfectoral

Rapporteur : Médecin Chef de district de santé de Kousseri

Membres : DD/ MINAS, MINPROFF, MINDCAF, MINEDUB, MINESEC, MINEE, MINEPIA

MINHDU, MINDDEVEL ;

Tous les chefs de districts de santé ;

Les responsables des formations sanitaires des localités concernées ;

Tous les Maires des Communes concernées,

Les chefs traditionnels ;

Les leaders religieux ;

ONG, OSC, volontaires, partenaires humanitaires...

	MISSIONS ou MESURES
1.	Equiperment en matériel d'assistance
2.	Identification, choix et délimitation de sites
3.	Recensement des services d'accueil
4.	Prise en charge de victimes au plan nutritionnel, sanitaire, éducatif
5.	Prise en charge psychosociale des personnes à besoins spécifiques
6.	Insertion sociale des victimes
7.	Identification des services disponibles dans les sites de recasement
8.	Prise en charge du bétail
9.	Approvisionnement en médicament et aliments
10.	Approvisionnement en eau, hygiène et assainissement
11.	Indentification et rétablissement des liens familiaux des enfants non-accompagnés et séparés

Service ORSEC : Sous-commission travaux publics et aménagement

Président : Adjoint préfectoral

Rapporteur : MINTP

Membres : Sous-préfets des Arrondissements accueillant les déplacés

Maires des Communes accueillant les déplacés

MINEPAT, MINEPIA, MINFOF, MINSANTE, MINAS,

Corps National de Sapeurs-Pompiers

CRC, volontaires...

Les structures ayant les projets de développement (PNDP, PDRI et PROLAC)

Pour des besoins d'efficacité des actions sur le terrain, une cellule chargée des travaux publics et de l'aménagement des sites est créée dans chaque Commune. Cette dernière est organisée ainsi qu'il suit :

Présidents : Maires des Communes concernées

Rapporteurs : Les chefs des services techniques des Communes concernées ;

Membres : Les responsables des services publics locaux (MINTP, MINEPAT, MINHDU,

MINEE,

Les services techniques des Communes ;

CRC, volontaires...

	MISSIONS
1.	Aménagement des sites d'accueil
2.	Aménagement de la zone de crise
3.	Equipement en matériel roulant
4.	Transport des populations
5.	Etablissement et transmission des devis
6.	Inhumation des personnes décédées

Service ORSEC : Sous-commission transmission et communication

Président : DD MINCOM

Rapporteur : Le chef de station CRTV Kousseri

Membres : DD/ MINAS, MINPROFF, Médias, radios communautaires, services de communication des Communes concernées

	MISSIONS
1.	Identification des médias
2.	Recensement des informations
3.	Diffusion des informations
4.	Sensibilisation
5.	Collecte des données statistiques

PARTIE IV : MECANISMES DE SUIVI/EVALUATION ET DE MISE A JOUR DES DONNEES

I. MECANISMES DE SUIVI

Eu égard à son caractère permanent, le dispositif ORSEC exige un suivi et une évaluation au moyen de trois éléments essentiels que sont la désignation d'un responsable dudit dispositif, l'organisation des exercices de simulation et la mise à jour régulière des données.

A. DESIGNATION D'UN RESPONSABLE DU DISPOSITIF ORSEC

Le Préfet coordonne toute action relative au dispositif ORSEC. Il lui revient de déléguer au (x) collaborateur (s) la responsabilité du suivi du dispositif ORSEC s'il le souhaite, avec pour missions de :

- compiler toute information émanant des membres du Comité de Crise ;
- veiller à l'exécution effective des mises à jour conformément aux procédures ;
- traiter les correspondances entre le dispositif ORSEC et les partenaires.

B. ORGANISATION DES EXERCICES DE SIMULATION ET D'ENTRAINEMENT

L'exercice permet d'évaluer le niveau de l'opérationnalité du Plan ORSEC sur le terrain. Il est organisé des exercices de simulation périodiquement. La préparation et l'entraînement de l'ensemble des services ORSEC et des acteurs en mission de secours d'urgence se font sous un commandement unique conduit par le Préfet. Ces exercices comportent plusieurs fonctions à savoir :

- Réveiller les réflexes acquis en travaillant en commun dans le cadre de la démarche participative d'élaboration du Plan ORSEC initial ;
- Renforcer le niveau d'appropriation chez tous les acteurs ;
- Évaluer les ressources humaines, matérielles et logistiques nécessaires ;
- Offrir des éléments pour la mise à jour du Plan ORSEC.

L'organisation des exercices de simulation sera faite annuellement. A défaut de moyens pour l'organisation d'une simulation grandeur nature, le Comité de Crise peut envisager de conduire un exercice fonctionnel et/ou sur table dans une enceinte, un stade voire une salle où se jouent les rôles respectifs.

La simulation se tient sous la présidence du DOS ou son représentant.

C. PERIODICITE DES MISES A JOUR

Le plan ORSEC exige une mise à jour de l'ensemble des données, sous la responsabilité du Préfet. La périodicité recommandée pour la mise à jour globale est biannuelle. Toutefois, les modifications peuvent être apportées de manière constante au cours des réunions de coordination.

Objet de la mise à jour

**Périodicité
recommandée**

Données des enjeux vulnérables aux risques	Biannuelle
Données de recensement de risques et cartographies	Biannuelle
Données sur les ressources pour la réponse	Ponctuelle
Contacts et adresses	Ponctuelle
Moyens matériels internes	Ponctuelle
Moyens humains internes	Ponctuelle
Moyens externes	Biannuelle
Conventions et contrats avec les partenaires	Biannuelle
Fiches actions ou mesures	Biannuelle

II. FINANCEMENT DES OPERATIONS DE SECOURS

A. RESERVES PROPRES POUR LES SITUATIONS D'URGENCE

La préparation et la mise en œuvre du dispositif ORSEC amène chaque membre d'un service ou d'une commission ORSEC à mettre à disposition ses moyens mobilisables rapidement pour réaliser les actions qui lui sont dévolues. Les fonds propres ou locaux s'avèrent presque toujours insuffisants voire inexistants. La réquisition de moyens privés, en l'occurrence les engins lourds des entreprises de travaux publics exerçant dans la Région de l'Extrême-Nord ou ceux du PDRI CL2, apporte partiellement solution au problème matériel des acteurs du plan ORSEC du Logone et Chari.

D'autres ressources localement accessibles sont :

- Les réserves foncières à constituer et à sécuriser pour usage en cas d'afflux des victimes des risques à reloger ;
- Les réserves communales pour l'assistance matérielle aux personnes sinistrées ;
- Les dotations budgétaires des services spécialisés ;
- Les appuis des partenaires techniques et financiers.

B. RESSOURCES EXTERIEURES POUR LES SITUATIONS D'URGENCE

Le Décret n° 98/031 du 29 mars 1998 portant réorganisation des plans d'urgence et des secours en cas de catastrophes ou risque majeur recense les origines des ressources dont dispose le Comité National de crise pour intervenir en cas de catastrophe ou de risque majeur (article 8). Il prescrit à l'article 9 (2) que « *Le Président du Comité National de crise affecte, au niveau local, les moyens nécessaires, en fonction de la nature et de l'ampleur de la catastrophe ou du risque majeur* ».

ANNEXES

1. Annuaire téléphonique des intervenants (cf tableau du livrable 3) ;
2. Moyens généraux de réponse aux risques de catastrophe (cf tableau livrable 3) ;
3. Glossaire de termes usuels ;
4. Modèles de fiches ;
 - Fiche modèle « alerte aux services ORSEC » ;
 - Fiche modèle alerte et circulation de l'information ;
 - Fiche modèle « renseignement d'un évènement/risque imminent ;
 - Fiche modèle premier communiqué de presse ;
 - Fiche modèle alerte à la population ;
 - Fiche modèle de flux d'informations COS/DOS ;
 - Fiche modèle invitation au retrait des corps des victimes ;
 - Fiche modèle déclenchement / levée plan ORSEC ;
 - Liste des textes législatifs et réglementaires clés.

AUTORITES ADMINISTRATIVES DU LOGONE ET CHARI				
1	PREFET	NDFOMBELE Mathias tayer	222 29 42 22	677 92 30 99 694 66 37 62
2	A1	DEWA OUMAROU		678 59 01 82 696 48 81 89
3	A2	HALALLA SIMON	222 29 40 44	698529938
4	A3	HAMIDA BABBA		697 21 39 23 676 29 78 10
4	SOUS-PREFET KOUSSERI	REBEKA	222 29 41 45	694 82 58 86
5	SOUS-PREFET LOGONE-BIRNI	TCHOMBAÏ IBRAHI		699 76 15 35 674 74 34 54
6	SOUS-PREFET MAKARY	DOUKINA KEDEMOU		696 83 78 18
7	SOUS-PREFET GOULFEY	KULANYA BAJEGE Pierre		699 98 25 14
8	SOUS-PREFET WAZA	NGAHET ADAMOU		696 18 45 40
9	SOUS-PREFET FOTOKOL	HAMIDOU HAMADOU		699 05 50 46 676 49 79 98

10	SOUS-PREFET BLANGOUA	DANDI GANDAF Eloi		654 85 75 21 697 36 17 85
11	SOUS-PREFET HILE-ALIFA	GUIBAY		699 28 22 30
12	SOUS-PREFET ZINA	HAMADOU		679 73 46 74
13	SOUS-PREFET DARAK	MAMAT ZARMA		677 47 23 03

FORCES DE DEFENSE ET DE SECURITE				
1	COLEGION /LC	COL. BEYEM EBANGA ARMAND		690 08 35 35
2	COMMANDANT 41 ^{ème} BCS	Cdt. GUILLAUME PEYO		691 79 94 63 679 92 17 60
3	COMMANDANT 41 ^{ème} BIM	Cdt. NDONGO		675 66 80 45
4	COMMANDANT COMPAGNIE KOUSSERI	CDT. DOUALA NGOULMAYA		691 88 56 64
5	COMMANDANT COMPAGNIE MAKARY	CDT. DAVID LAWE PALLY		695 10 35 76
6	COMMANDANT COMPAGNIE WAZA	Cpt. LONDANDI		699 86 37 11
7	COMMANDANT ESCADRON N°33 / KOUSSERI	Cpt. DJONFABO ROGER	222 29 44 66	677 67 36 62
8	COMMANDANT OPERATION ALPHA / ZN / BIR	Cdt. ETOUNDI		691 79 93 08 674 57 07 92
9	CHEF CENTRE SAPEURS POMPIERS	LIEUTENANT NINGA		690 45 31 16 681 00 90 43
10	COMMISSAIRE CENTRAL	CD ZE ZE SAMUEL	22 29 41 73	677 25 26 29 699 71 25 29
11	COMMISSAIRE SPECIAL DEPARTEMENTAL	CP ANGUIFA GILBERT	22 29 42 18	697 19 46 20 677 94 12 33
12	CHEF DE BUREAU DE LIAISON DGRE	CP. NIHI	22 29 40 52	679 51 93 17
13	CHEF ANTENNE OPERATIONNELLE ST	CP WANG YANG	22 29 46 17	677 35 81 67 696 56 56 55
14	REGISSEUR PRISON PRINCIPALE	APP. ESSIGUE DIMEA	22 29 42 81	675 34 46 10
15	CHEF DE BUREAU PRINCIPAL HORS CLASSE DES DOUANES	SIRWE EMMANUEL		677 78 73 41
16	COM SEMIL	Lt. LADA ZACHARIE		695 12 27 12
17	COM ACVG	Cpt. VERA MICHEL		698 47 79 80
18	COMMANADANT PELETON ROUTIER	ACM SENE SEMENYA	22 29 42 28	651 21 21 21

19	COMMANDANT ESIR	OP1 MOUSSA		693 05 30 81
20	COM FLUVIALE	OP1. BOUBA HAMAN		697 26 05 90
21	COM CANINE	OP1. BRING FERDINAND		695 90 97 87
22	ADJOINT COM CENTRAL	CPP NSONG		680 50 15 58 655 97 64 65

AUTORITES MUNICIPALES

1	MAIRE KOUSSERI	ISSEINI DARKADRE		670 80 15 10 655 99 92 77
2	MAIRE LOGONE-BIRNI	ABAKAR BRAHIM		677 74 71 83 699 09 55 22
3	MAIRE GOULFEY	BARKA MAHAMAT		675 74 82 81 698 91 73 59
4	MAIRE WAZA	IBRAHIM MOHAMMED		677 00 24 24
5	MAIRE MAKARY	ABGASSI ADOUM		679 45 48 57 697 53 99 74
6	MAIRE BLANGOUA	MAHAMAT ABDOULKARIM		674 58 02 02 696 27 05 93
7	MAIRE FOTOKOL	RAMAT MOUSSA		677 30 72 30 699 06 88 48
8	MAIRE HILE-ALIFA	ALI CHEICK DJIBRINE		699 45 48 60 677 45 48 60
9	MAIRE DARAK	ALI RAMAT		696 37 96 70
10	MAIRE ZINA	DJIBRI AKTAÏ ALAO		670 58 95 83 663 78 77 90

DELEGUES ET CHEFS DE SERVICE DEPARTEMENTAUX

N°	FONCTION	NOM ET PRENOMS	CONTACT
1.	COORDONNATEUR PDRI/LC	Pr. MADI ALI	696370167
2.	CORDO PROLAC	ABICHO MAHAMAT	674487367
3.	COMMANDANT SUBDIVISION ACTIVE DES DOUANES		
4.	RECEVEUR DES FINANCES	NDIKWE WANGOING	222 41 41 05 696 14 31 07
5.	CONTROLEUR DEPARTEMENTAL DES FINANCES	ALI	222 29 42 58 696 82 31 19
6.	CHEF DE CENTRE DES IMPOTS	MOUTCHOU MERIVOU JOSEPH	677640051 694624440

7.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINESEC	Dr. AMINE MADAM	222 29 44 99 222 29 42 84 699 66 10 32 675 17 48 75
8.	DELEGUE MINEDUB	AHMAT KHALED	699 72 31 48 670 21 83 19
8.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINADER	WANGKAGUE JEAN FELIX	695582949
9.	DELEGUE DEPARTEMENTAL TRAVAUX PUBLICS	GNAWE DAVID	222 41 41 27 696 94 63 25 677 22 06 90
10.	DELEGUE DEPARTEMENTAL COMMERCE	BOUBA SADOU	222 29 43 39 676 14 50 31 696 64 56 20
11.	DELEGUE DEPARTEMENTAL EAU & ENERGIE	KOUE BRUNO	222 29 4640 694589048
12.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINIMIDT		
13.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINEPDED	NGUEDJO PAUL AIME	22 29 44 40 694681893
14.	DELEGUE DEPARTEMENTAL FAUNE ET FORÊTS	NGBWA ONDO JEAN DOUZAMY	22 29 41 72 676 43 10 58 694 13 85 02
15.	DELEGUE DEPARTEMENTAL ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	Dr. DAWAYE SOULEY	222 29 42 47 677 52 25 21
16.	DELEGUE DEPARTEMENTAL COMMUNICATION	TAYO CHIDJOU PAUL	222 29 46 86 222 29 42 92 699 16 39 62 675 34 56 43
17.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINDCAF	GONONDO GUIDAIDI GUIDAIDI	674 69 72 01 699 97 04 05
18.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINAC	ABAKAR BIRMA	699 42 98 99
19.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINDDEVEL	ABDOU	677915447 697048280
20.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINAS	ADAMA OUMOUL EPSE MAHAMAT	222 29 72 79 656656029
21.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINSEP	ABDOURAMANE	699 24 27 64
22.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINJEC	ALHADJI BOUKAR	695677167 679 12 19 81
23.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINTSS	OUMAROU TASSIOU	222 41 47 84 699 49 37 64 680501585
24.	DELEGUE DEPARTEMENTAL TRANSPORT	ZOULLA JEAN	222 29 46 48 699263823 675 18 55 94
25.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINEFOP	SOUKE ABRAHAM	696125368 677 79 31 48
26.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINDUH		
27.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINEPAT	LAHOULBA ZEPHANIE	222 29 42 07 675 38 51 02
28.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINTOUL	ASSIATA ALHADJI	675174915 697 65 13 00 656 21 46 76
29.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINPROFF	MISCOUNA SALIOU	691 57 50 50
30.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MINAC	ABAKAR BIRMA	
31.	DELEGUE DEPARTEMENTAL	DJIBRILLA ABBO	222 29 40 06

	MINPEMEESA		677907712
32.	DELEGUE DEPARTEMENTAL MARCHES PUBLICS	WANGSO FRANCOIS	698439697 675 12 90 01
33.	CHEF DE SERVICE DE SANTE DE DISTRICT DE KOUSSERI	Dr. MBWANG HUGUES	222 29 40 47 699 59 97 59
34.	CHEF D'AGENCE ELECAM	AHMADOU AHIDJO OUSMANE MEY	222 29 46 65 694244768
35.	CHEF D'AGENCE CAMWATER	HAMIDOU BOUBA	222 29 40 31 673 69 25 74
36.	CHEF CENTRE AES-SONEL	BOBBO MOUSSA	699177796
37.	RECEVEUR PRINCIPAL CAMPOST		222 29 21 41
38.	DIRECTEUR HOPITAL REGIONAL ANNEXE DE KOUSSERI	Dr. SOULEYMANOU YAYA	222 29 42 42 222 29 42 99 657587727
39.	MEDECIN CHEF DE DISTRICT DE SANTE DE KOUSSERI	Dr YAYA ALHADJI ABDOU	222 41 41 03 699 59 97 59 677 55 66 06
40.	CHEF DE STATION CRTV	SAÏD ABDOULKARIM	695292895
41.	CHEF DE CENTRE MULTIFONCTIONNEL DES JEUNES DE KOUSSERI		
42.	PROVISEUR LYCEE MIXTE DE KOUSSERI	ABAGADJI MAHAMAT	233 75 65 06 696 82 33 79
43.	PROVISEUR LYCEE TECHNIQUE DE KOUSSERI	TCHINGONBE GABRIEL	222 29 43 15 699554805
44.	PROVISEUR LYCEE BILINGUE DE KOUSSERI	RAMAT TIDIKAÏ	222 29 40 09
45.	PROVISEUR LYCEE DE LACKA	AYIDA AYIDA ATHANAZE	
46.	PROVISEUR LYCEE D'AMCHIDIRE	Dr. MAHAMAT ABANI	
47.	CHEFFE CENTRE SOCIAL	HOURA OUSMANE	677 26 72 78 697 68 83 84
48.	CHEF CPFF	LOABALBE MARTIN	674 12 75 63 698 28 57 60

1. Moyens généraux de réponse aux risques de catastrophe

(cf tableaux livrable 3)

2. Glossaire des termes usuels

Aléa : élément naturel ou non pouvant générer un risque : pluie, fuite de carburant ;

Catastrophe : situation extraordinaire provoquant des dégâts importants, humains ou matériels et/ou environnementaux, face à laquelle les moyens ordinaires de la communauté touchée deviennent insuffisants.

Crise : Menace sérieuse ou succession d'événements affectant les structures de base ou les valeurs et normes fondamentales d'un système social. Elle peut aussi renvoyer à une catastrophe à évolution plus ou moins lente (afflux des réfugiés ou personnes déplacées internes).

Danger : substance, activité humaine, condition ou phénomène dangereux qui menace ou compromet la sûreté, l'existence ou l'intégrité d'une personne ou d'une chose.

Dévidoir à bobine : appareil tiré à bras permettant le transport facile de tuyaux et la réalisation de leur établissement ;

Dévidoir tournant : appareil monté en fixe sur un véhicule permettant l'enroulement de tuyaux semirigides

DOS : Directeur des opérations de secours. Responsable de la coordination des interventions au niveau du Poste de Commandement Opérationnel (PCO). Fonction opérationnelle assumée par l'autorité de police administrative (non sapeur-pompier) qui, sur une intervention, dirige les diverses opérations de secours ;

Éboulement Chute de terres, de roches ou de matériaux qui s'affaissent ;

Enjeu : Éléments ou systèmes qui sont sous la menace d'aléas de nature variée. Les enjeux sont des personnes, des biens, des équipements, l'environnement. Menacés par l'aléa, ces différents éléments sont susceptibles de subir des dommages et des préjudices.

État-major : Structure d'animation et de coordination des différents bureaux d'un corps, d'une direction départementale des services d'incendie et de secours ou d'une zone

Evacuation : Opération préventive qui a pour but de soustraire une ou plusieurs personnes aux conséquences éventuelles du risque en utilisant les communications existantes ;

Gestion de crise : mise en place des mesures visant à maîtriser, stabiliser et restaurer l'autorité ou l'organisation ;

Gestion des risques : pilotage de l'ensemble des réflexions, des mesures et des techniques qui concourent à la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Inondation : Il y a inondation quand plusieurs locaux, étages ou des terrains sont envahis par une importante quantité d'eau provenant d'une cause extérieure ou intérieure ;

Lance : Accessoire hydraulique permettant de projeter de l'eau sous pression

Masque : Appareil qui s'applique sur le visage

Organisation de secours : Ensemble des actions concourant à la protection des personnes, des biens et de l'environnement ;

Polycoise/Tricoise

Outil individuel à usage multiple

Poste de commandement fixe : salle opérationnelle de la préfecture à partir de laquelle sont conduites les opérations de secours de grande ampleur ;

Poste de commandement opérationnel : structure mobile permettant la conduite des opérations de secours de grande ampleur située sur les lieux même de l'intervention ou à proximité ;

Poteau d'incendie : Hydrant placé au-dessus du niveau du sol, piqué sur une conduite sous pression ;

Prévision : C'est l'ensemble des mesures et des moyens qui doivent permettre de déceler, de combattre l'événement et de réduire au minimum le délai de mise en action des secours en optimisant leur efficacité ;

Réquisition : Acte par lequel certaines autorités administratives requièrent le concours de personnel et/ou la mise à disposition de matériel pour d'exécution d'une mission à caractère public d'exception. L'ordre de réquisition et le contenu de la mission doivent être donnés par écrit ;

Risque : Un risque est un péril mesurable dans son occurrence, menaçant des personnes, des biens, des activités ou l'environnement. Il survient généralement de façon inopinée ;

Sinistré : Toute personne ayant subi un événement calamiteux occasionnant des pertes ou des dommages ;

Urgence : Événement soudain qui peut être dû à une épidémie, une catastrophe naturelle, une catastrophe technologique, des conflits ou d'autres origines humaines, et qui requiert une action immédiate ;

VSAV : Véhicule de secours et d'assistance aux Victimes

Vulnérabilité : Caractéristiques et circonstances d'une communauté ou d'un système qui l'exposent aux effets d'un danger.

1. Fiche de suivi des mises à jour

EDITION	DATE	OBJET DE LA MISE A JOUR	PAGES	LOCALITES	OBSERVATIONS

Visa					

2. Fiche modèle « alerte aux services ORSEC »

L'alerte des acteurs de la chaîne opérationnelle vise à amener chaque acteur prenant part au dispositif de gestion de l'événement à mettre en place un circuit d'alerte rapide, fiable et efficace

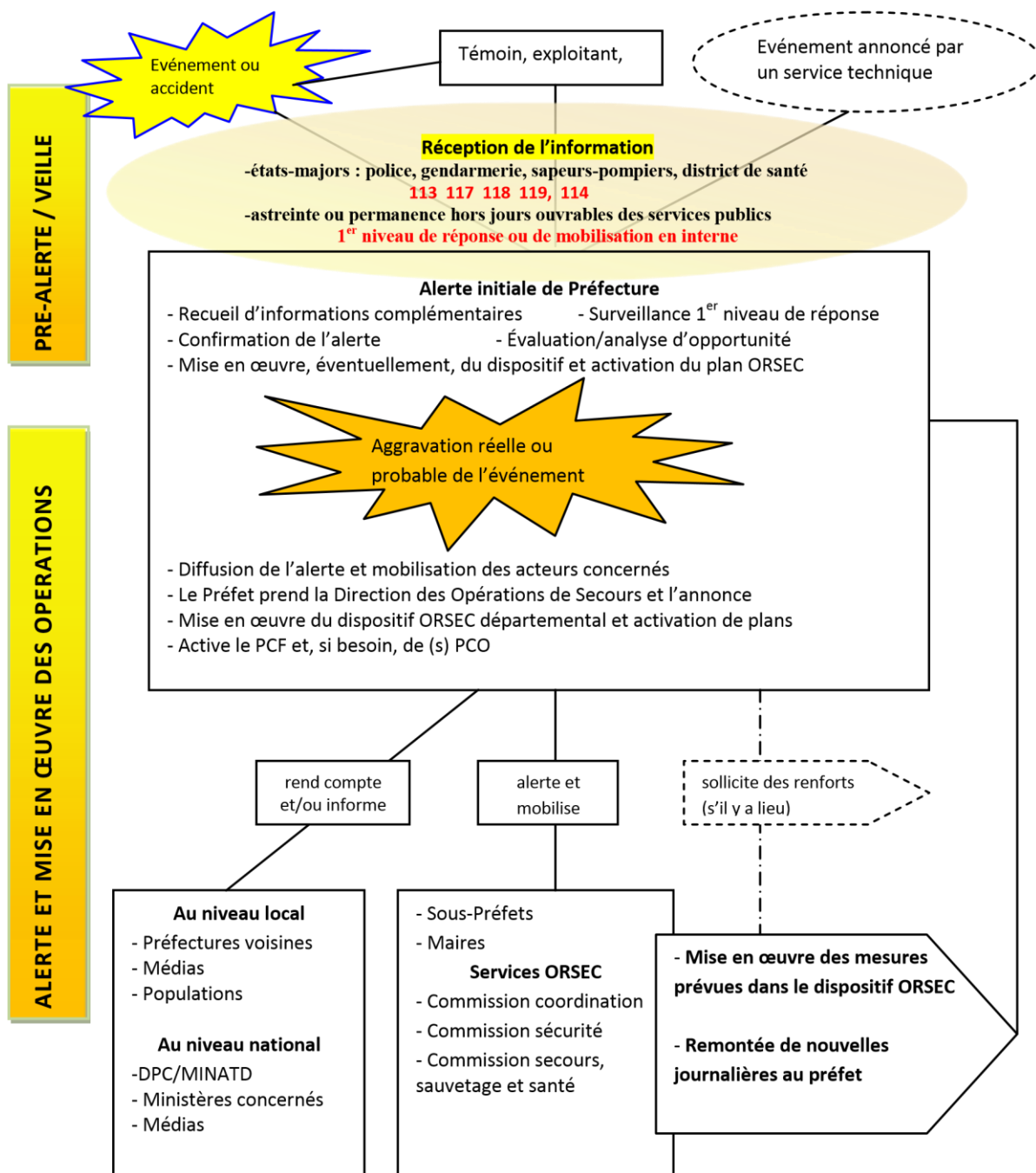
Préfecture de Maroua			
		Date	
Destinataires		Mention d'urgence	
SAMU	Pour action	Pour information	IMMEDIAT
			Radio Téléphone Télécopie
<p>Objet : activation ORSEC inondation</p> <p>Depuis ce jour, / / à h , les eaux de crue des mayo Kalliao, débordant de leur lit, rejoignent les lacs temporaires créés à la suite de fortes pluies et inondent les communes de .</p> <p>Vu les premières observations sur les lieux de l'inondation transmises par le système de veille ; <u>Primo</u> : Le préfet du Diamaré prend la direction des opérations de secours.</p> <p><u>Secondo</u> : Les dispositions ORSEC inondation sont mises en œuvre à compter de ce jour à h</p> <p>En conséquence, le PCF et PCO sont activés sans délai et les chefs services ORSEC suivants sont d'astreinte conformément au plan :</p> <p><u>Tertio</u> : les autres services prendront toute disposition pour une éventuelle représentation à ma demande</p> <p>Le Préfet</p>			

1. Fiche modèle alerte et circulation de l'information

Tout fait ou évènement susceptible d'avoir des conséquences pour la santé, la sécurité des personnes, des biens, de l'environnement, sur le fonctionnement des services publics ou l'activité économique fait l'objet d'une information au cabinet du Préfet selon 2 dispositifs de veille :

- standard téléphonique permanent des centres de veille (états-majors de police (115), de gendarmerie (113), du CS/CNSP (118), du service médical d'urgence (119) et de la DPC (114) ;
- le système de veille mis en place par chaque service public du Département, sous forme d'astreinte ou de permanence (en semaine en dehors des heures ouvrables, le week-end, les jours fériés). Il constitue le niveau n°1 de

réponse ou de prise en compte de l'information. Dans ce cadre, l'agent d'astreinte ou de permanence assure la réponse ou mobilise en interne les ressources requises pour la montée en puissance du dispositif ORSEC



2. Fiche modèle « renseignement d'un événement/risque imminent »

Tout témoin ayant constaté l'imminence du péril informe ceux en charge de la protection civile suivant le modèle de message ci-après : Témoin direct :

Destinataires : ... Date,

heure :

Lieu/adresse :

Événement/risque :

Personne (s) victime (s) :
Nature du sinistre : Mesures
prises :

Bonnes pratiques.

Faire répéter le message et ne pas arrêter avant l'appelant qui doit raccrocher le premier.

3. Fiche modèle premier communiqué de presse

Le JJ R MM- 200X, à XX h XX, la Préfecture du Diamaré a été informée par l'autorité traditionnelle XXXX //l'entreprise XX // par les services de secours // par les forces de l'ordre, d'une XXXXXXXX en cours depuis ce jour à XX h XX. XXXXXXXX a lieu sur/à/dans XXXXXXXX// (Département du Diamaré).

Par principe de précaution l'alerte a été donnée à XX h XX, le Comité de Crise Départemental s'est immédiatement réuni à la Préfecture, sous la direction du Préfet du Diamaré, et les équipes sont dépêchées sur les lieux.

Un Poste de Commandement Opérationnel, installé sur le terrain, sous la direction du Sous-Préfet de XXXXXXXX, dirige les opérations des secours, en fonction des décisions arrêtées au Comité de Crise, et veille à la protection des populations.

Dans un premier temps, et sans attendre les éléments complémentaires qu'apporteront les équipes de terrain, il est demandé tant aux résidents qu'aux personnes qui envisageraient de se rendre ou de traverser la zone inondée, de se mettre à l'écoute des radios XXXXXXXX.

Des informations complémentaires seront communiquées ultérieurement.

Correspondants presse : XX XXX

4. Fiche modèle alerte à la population

L'alerte à la population vise à donner des consignes de sécurité et la conduite à tenir. Cas d'inondation :

Alerte... alerte à la population, à diffuser immédiatement, puis toutes les 10 minutes

Ce message s'adresse aux habitants des communes de XXXXXXX

Suite à une crue de XXXXXXX et l'inondation, appliquez immédiatement ces consignes :

Mettez-vous à l'écoute de radio XXXXXXX FM (...) ou ... radio XXXXXXX (... FM)

Mettez en hauteur les meubles et objets précieux (album de photos, papiers personnels, factures..., les matières et les produits dangereux ou polluants) ; Identifiez et baissez le disjoncteur électrique ;

Aménagez les entrées d'eau possibles (portes, couloirs etc.) ;

Repérez les stationnements hors zone inondable ;

Prévoyez les équipements minimum (radio à piles, réserve d'eau potable et de produits alimentaires, papiers personnels, médicaments urgents, vêtements de rechange, couvertures...) ; Informez-vous de la montée des eaux par radio ou auprès de la mairie ;

Réfugiez-vous en un point haut préalablement repéré (étage, colline...) ;

Ecoutez la radio pour connaître les consignes à suivre ;

Ne tentez pas de rejoindre ses proches ou d'aller chercher les enfants à l'école, ils y sont en sécurité et les enseignants s'en occupent ;

N'allez pas chercher vos enfants à l'école ;

Ne téléphone que si vous êtes en difficulté, afin de libérer les lignes pour les secours ;

N'entreprenez une évacuation que si vous en recevez l'ordre des autorités ou si vous êtes forcés par la crue.

Message préparé pour diffusion par les radios

Origine : cabinet du Préfet de Diamaré

Destinataires : radios...,

Pour authentifier ce message, rappelez la préfecture au : XX XX XX XX Très urgent

5. Fiche modèle de flux d'informations COS/DOS

Questionnement permanent du DOS

Où doit se faire l'action ?

Par quel itinéraire ?

Contre quoi doit-on agir ?

Comment ?
 Compte rendu récurrent du COS au DOS
 S = situation (état des lieux et actions déjà menées)
 O = objectif (le but à atteindre est précisé)
 I = idée de manœuvre (objectif final, étapes intermédiaires)
 E = exécution (coordination des équipes, délégation des actes)
 C = commandement (articulation du dispositif, transmissions avec le poste de commandement)

IX.8. Fiche modèle évacuation

Feuille de ramassage à compléter et à remettre au responsable du lieu d'arrivée A
 faxer au D.O.S.

N° du véhicule : Nom du chauffeur : Nom du responsable :
 : Lieu de départ :
 :
 (Salle de regroupement, établissement scolaire, commune...)
 Heure de départ :
 Lieu d'arrivée :
 (Salle d'accueil, établissement scolaire, commune...)
 Heure d'arrivée :

Victimes transportées

Nom, Prénom	Quartier de résidence	Destination(sortie salle d'accueil)	Contact (téléphone portable)

9. Fiche modèle invitation au retrait des corps des victimes

Suite à XXXX, 10 ?? corps ont été déposés à la morgue de l'hôpital de district de Bogo pour ceux qui ont été formellement identifiés et à la morgue de l'hôpital de district de Petté pour ceux qui demeurent encore anonymes. Pour toute personne sollicitant entrer en possession d'un corps, bien vouloir se munir d'une photocopie et l'original de la CNI. Pour les corps anonymes, au moins 3 personnes doivent le reconnaître avant toute cession aux proches. Les certificats de mort en instance auprès du morguier leur seront remis à cette occasion.

IX.10. Fiche modèle déclenchement / levée plan ORSEC

PREFECTURE DU DIAMARE
Administratives, Juridiques et Politiques

Maroua, le **Service des Affaires**

REF. N° / BPS

ARRETE PREFECTORAL PORTANT DECLENCHEMENT DU PLAN ORSEC ...

LE PREFET DU DIAMARE, OFFICIER DE L'ODRE DE LA VALEUR

VU La Constitution du 18 janvier 1996

VU la Loi N°86/016 du 06/12/1986 portant organisation de la Protection Civile du Cameroun,

VU le Décret n° 98/031 du 09 avril 1998 portant organisation des plans d'urgence et de secours en cas de catastrophe ou de risque majeur ;

VU le Décret n° 2008/377 du 12 novembre 2008 fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives et portant organisation et fonctionnement de leurs services ;

VU le Décret n° XXX du XXXXXX portant nomination de Monsieur XXXXXX aux fonctions de Préfet du Département du Diamaré ;

CONSIDERANT survenu lemettant en cause.....

CONSIDERANT le risque engendré pour les populations et la nécessité de mettre en œuvre des mesures de protection,

ARRETE

Article 1 : Les dispositions du plan ORSEC XXXXXX du Département du Diamaré sont déclenchées à compter de ce jour, à.....heures..... et deviennent immédiatement applicables.

Article 2 : MMes et MM. les sous-préfets d'arrondissement, les maires et les chefs des services de l'Etat concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté **Le Préfet,**

PREFECTURE DU DIAMARE

Maroua, le

REF. N° /

ARRETE PREFECTORAL PORTANT LEVEE DU PLAN ORSEC ...

LE PREFET DU DIAMARE, OFFICIER DE L'ORDRE DE LA VALEUR

VU la Loi N°86/016 du 06/12/1986 portant organisation de la Protection Civile du Cameroun,

VU le Décret n° 98/031 du 09 avril 1998 portant organisation des plans d'urgence et de secours en cas de catastrophe ou de risque majeur ;

VU le Décret n° 2008/377 du 12 novembre 2008 fixant les attributions des chefs de circonscriptions administratives et portant organisation et fonctionnement de leurs services ;

VU le Décret n° XXX du XXXXXX portant nomination de Monsieur XXXXXX aux fonctions de Préfet du Département du Diamaré ;

VU l'arrêté préfectoral n° ...du..... portant déclenchement du plan ORSEC XXXXXX ; **CONSIDERANT** l'arrêt des opérations ;

ARRETE

ARTICLE UNIQUE : Les dispositions du plan ORSEC XXXXXX , sont levées à compter de ce jour, à.....heures.....

**Le
Préfet,**

IX.12. Liste des textes législatifs et réglementaires clés

Décret N°98-31 du 9 mars 1998 portant organisation des plans d'urgence et de secours en cas de catastrophes ou de risques majeurs

Décret N°96/054 du 12 mars 1996 fixant la composition et les attributions du Conseil National de Protection Civile (CNPC)

Arrêté N° 037/PM du 19 mars 2003 portant création et fonctionnement d'un Observatoire National des Risques(ONR)

Arrêté N° 0000120/A/MINATD/DPC/CEP/CEA2 du 17 septembre 2010 portant création, organisation et fonctionnement de la plate-forme nationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes au Cameroun(PN2RC)

Décret N° 2001/184 du 25 juillet 2001 portant réorganisation du Corps National de Sapeurs Pompiers et qui met ce corps pour emploi à la disposition du MINATD; et la Croix Rouge Camerounaise, auxiliaire des pouvoirs publics

Loi du 06 décembre 1986 portant réorganisation générale de la protection civile, ultime reformulation de la **Loi n° 73/12 du 07 décembre 1973** portant organisation générale de la Protection Civile abrogeant celle de **n° 68/LF/1 du 11 juin 1968** portant organisation de la Défense Passive

Loi n°2004-003 du 21 avril. 2004 régissant l'urbanisme au Cameroun

Loi n°2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes

Loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement

Arrêté N° 00032/AR/K/SG du 12 novembre 2014 portant organisation du concours de la ville la plus propre, du plus beau village, du plus bel établissement scolaire et du marché de vivres le mieux entretenu de l'ExtrêmeNord

Arrêté N°00000033/AR/K/SG du 12 novembre 2014 portant création d'une commission chargée du suivi de la campagne d'hygiène et salubrité à journée de la salubrité publique